



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 JUIN 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 11TH JUNE, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Overpayment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

Is-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

727

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is-A. PROULX,

King's Printer.

728

Government House.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions de l'article 3236
des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction de première instance, en matière criminelle, dans tous les districts de cette province et les changer pareillement :

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle, pour le district de Beauce, a été fixée au 22 juin de chaque année, mais qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer la date de l'ouverture des termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans le district de Beauce, soit fixée au 20 septembre de chaque année, au lieu du 22 juin.

A CES CAUSES, nous avons déclaré et ordonné, et, par les présentes déclarons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3236, des Statuts refondus de Québec, 1909, que la date de l'ouverture des termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans le district de Beauce, soit fixée au 20 septembre de chaque année, au lieu du 22 juin.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } WHEREAS in and
Acting-Deputy- } by virtue of the
Attorney-General. } provisions of article
3236 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench, Crown side, shall commence in any district, of the Province and may alter the same in like manner,

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Beauce, has been fixed on the 22nd day of June of every year, but that it is in the interest of the proper administration of justice to change the date of the opening of the terms of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Beauce ;

THEREFORE, We have declared and ordered and do hereby declare and order, in accordance with the provisions of article 3236 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that the date of the opening of the terms of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Beauce, be fixed on the 20th of September of every year, instead of the 22nd of June.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TESOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt et un de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2071

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée, et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, sous le nom de la municipalité du village de Sainte-Croix ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire et le plan

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTIETH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth of Our Reign.

By command

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3072

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **W**HEREAS in and
Acting-Deputy- } by virtue of the
Attorney-General. } provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of Sainte-Croix, county of Lotbinière, has been presented to Us, making application to erect the said territory into a village municipality under the name of "The municipality of the village of Sainte-Croix" ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents, and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory and

original, fait selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que les subdivisions cadastrales ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts.

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité du village de Sainte-Croix".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité du village de Sainte-Croix", dans le comté de Lotbinière, est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, dans le premier rang de la seigneurie de Sainte-Croix et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse susdite de Sainte-Croix, sont les suivantes, à savoir :

Vers le nord-ouest : le fleuve Saint-Laurent, en en descendant son cours, depuis le No 133 jusqu'au No 65 ;

En arrière, vers le sud-est : la ligne limitative entre les premier et deuxième rangs de la seigneurie de Sainte-Croix ;

D'un côté, vers le nord-est : l'alignement nord-est de la route publique qui, conduisant du chemin de front au quai du gouvernement, limite, sur autant de longueur, les Nos 65, 66, 67 et—après raccordement, en travers ledit chemin de front, de ce numéro 67 au numéro 73—la ligne nord-est du lot No 73, au sud-est du chemin de front dans le premier rang ;

De l'autre côté, vers le sud-ouest : la ligne nord-est du lot No 133, dans toute sa longueur, sauf, depuis le côté sud du chemin de front d'où la limite du village, à cet endroit, s'établit successivement comme suit : a) trois perches sept pieds mesurés, vers le nord-ouest, sur ledit côté sud du chemin ; b) trois perches, perpendiculairement au chemin, vers le sud-ouest ; c) deux perches douze pieds, vers le nord-ouest, parallèlement au même chemin et une troisième ligne menée nord-est, perpendiculairement à celle des deux perches douze pieds, jusqu'au côté nord du chemin de front susdit ; d) une longueur de quatre perches mesurée, vers le nord-ouest, sur ledit côté nord du chemin et une autre de six perches cinq pieds mesurée vers le nord, jusqu'à la ligne nord-est susdite du lot No 133, le tout tel que figuré sur le plan de l'arpenteur F. Pagé, en date du 20 janvier 1921 ; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité du village de Sainte-Croix", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé, le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et

the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, together with the cadastral subdivisions, have been approved by Our Minister of Lands and Forests

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of the village of Sainte-Croix".

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality, under the name of "Municipality of the village of Sainte-Croix" in the county of Lotbinière, is detached from the municipality of the parish of Sainte-Croix, in the first range of the seigniorie of Sainte-Croix, and its boundaries, with reference to the official cadastre of the aforesaid parish are the following, to wit :

Towards the northwest, the river Saint Lawrence, downstream, from the No. 133 to the No. 65 ;

In rear, towards the southeast : the boundary line between the first and second ranges of the seigniorie of Sainte-Croix ;

On one side, towards the northeast : the northeast alignment of the public road, leading from the front road to the Government wharf, which bounds, for the same length, the Nos. 65, 66, 67 and—after connecting across the said front road, from this number 67 to the number 73—the northeast line of the lot No. 73 to the southeast of the front road in the first range ;

On the other side, towards the southwest : the northeast line of the lot Nos. 133, for the whole length thereof, save, from the south side of the front road where the limit of the village at that place, is successively as follows : a) three perches seven feet measured, towards the northwest, on the said south side of the road ; b) three perches perpendicularly to the road, towards the southwest ; c) two perches twelve feet, towards the northwest, parallelly to the same road and a third line running northeast, perpendicularly to the one of two perches, twelve feet, to the north side of the aforesaid road ; d) a length of four perches measured, towards the northwest, on the said north side of the road and another of six perches, five feet measured towards the north, to the aforesaid northeast line of the lot No. 133, the whole as shown on the plan of land surveyor F. Pagé, dated the 20th January, 1921 : shall be detached from the municipality of the parish of Sainte-Croix and shall from this day form a separate municipality under the name of "The municipality of village of Sainte-Croix".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Dist-

Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt et un de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2069

C.-J. SIMARD.

inguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2070

Lettres patentes

"Les Colons de l'Abitibi, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-unième jour de mai 1921, constituant en corporation : William Paradis, avocat, de Amos, Abitibi ; Joseph-William Paradis, John Paradis, commerçants tous deux de la cité et du district de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, louer, vendre, hypothéquer ou autrement acquérir ou disposer de concessions forestières, en faire l'exploitation, acheter, louer, vendre, hypothéquer des scieries, pulperies et moulins ; faire le commerce de bois de tout genre et de pulpe ; acquérir ou disposer de tous meubles ou immeubles pour les fins de ce commerce ;

Faire affaires comme compagnie foncière, et sous ce rapport acquérir par achat, bail ou autrement, diviser, vendre, louer, hypothéquer ou autrement, disposer de terrains, biens-fonds vacants ou autres ;

Eriger, acheter, louer, vendre, hypothéquer et autrement disposer ou acquérir des maisons, résidences, fabriques ou autres constructions qu'il sera jugé convenable pour les fins de la compagnie ;

Editer, imprimer, mettre en circulation un ou des journaux, revues, brochures, faire affaires généralement comme éditeurs, imprimeurs, relieurs ; acquérir et disposer de toute manière des biens meubles ou immeubles à cette fin ;

Ouvrir, administrer un ou des magasins, faire le commerce en gros ou détail de tout article de consommation, de denrées, d'articles de toilette, vêtements et autres, et en général de tout article de commerce ;

Agir en qualité d'agents, marchands à commission ou représentants ;

Ouvrir, entretenir des lieux de rafraîchissement, d'amusement, restaurants en se conformant aux prescriptions de la loi ; acquérir et disposer de toute manière des biens meubles et immeubles à cette fin ;

Exercer en général tout commerce, négoce ou industrie permis par la loi et jugés convenables à l'avantage de ladite compagnie, et avoir tous les pouvoirs nécessaires à ces fins, sous le nom de "Les Colons de l'Abitibi, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents (\$49,500.00), divisé en quatre mille neuf cent cinquante (4,950) de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale d'affaires de la compagnie, sera à Amos, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

2075

C.-J. SIMARD.

Letters patent

"Les Colons de l'Abitibi, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1921, incorporating : William Paradis, advocate, of Amos, Abitibi, Joseph-William Paradis, John Paradis, merchants, both of the city and district of Quebec, for the following purposes :

To buy, lease, sell, hypothecate or otherwise acquire or dispose of and exploit timber births, buy, lease, sell, hypothecate saw-mills, pulp-mills and other mills, deal in wood of every kind and pulp, acquire and dispose of any moveables or immoveables for the above business purposes ;

To carry on the business of a real estate company and as such to acquire by purchase, lease or otherwise, subdivide, sell, lease, hypothecate or otherwise dispose of lands, property, vacant or other real estate ;

To erect, buy lease, sell, hypothecate and otherwise dispose of or acquire the houses, residences, factories or other constructions which may be deemed suitable for the company's purposes ;

To edit, print, circulate one or several newspapers, reviews, pamphlets, carry on business generally as editors, printers, book-binders, acquire and in any manner dispose of moveables or immoveables for the said purposes ;

To open, manage one or several stores, deal, wholesale or retail, in any consumers' supplies, goods, toilet articles, wearing apparel and other goods and generally in any article of trade ;

To act as agents, -commission merchants or representatives ;

To open, maintain refreshment rooms, play houses, restaurants with due compliance to the provisions of the law ; acquire and in any manner dispose of moveables and immoveables to that end ;

Generally to carry on any trade, business or industry allowed by law, and deemed convenient for the benefit of the said company, and to have all the powers necessary for the above purposes, under the name of "Les Colons de l'Abitibi, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four thousand nine hundred and fifty (4,950) shares of ten dollars (\$10.00).

The head office of the company, will be at Amos, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2076

**"La Compagnie d'Energie Electrique de
St-Hubert, C. Chambly".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de mai 1921, constituant en corporation : P. Del Sole, jardinier ; Joseph Paré, cultivateur ; A.-H. Rocheleau, comptable, tous de Saint-Hubert, comté de Chambly, dans les buts suivants :

Construire des lignes de transmissions pour l'exploitation d'un réseau électrique comprenant : dans les limites de la municipalité de Saint-Hubert et du comté de Chambly :

- A.—Forces motrices.
- B.—Forces d'économie domestique.
- C.—Forces de lumières.

D.—Construire des usines nécessaires à l'opération économique de la "Compagnie d'Energie Electrique de Saint-Hubert", ou pour d'autres compagnies faisant le même commerce ;

Manufacturer tous les instrument de précision, outillages et pièces de mécanique que la compagnie peut avoir besoin pour le développement de son commerce ;

Acheter, vendre des propriétés, meubles ou immeubles, afin de protéger le côté économique et de permettre à ladite "Compagnie d'Energie Electrique", de développer son commerce et son industrie dans les meilleures conditions économiques et techniques, sous le nom de "La Compagnie d'Energie Electrique de Saint-Hubert, C. Chambly", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Saint-Hubert, comté de Chambly, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire re-suppléant de la province,
2077 ALEXANDRE DESMEULES.

**"La Compagnie d'Energie Electrique de
St-Hubert, C. Chambly".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1921, incorporating : P. Del Sole, gardener, Joseph Paré, farmer, A.-H. Rocheleau, accountant, all of Saint-Hubert, county of Chambly, for the following purposes :

To erect transmission lines for the exploitation of an electric system, comprising—within the limits of the municipality or Saint-Hubert, and of the county of Chambly :

- A.—Motive power.
- B.—Power for domestic use.
- C.—Lighting power.

D.—To construct plants for the economical operation of "La Compagnie d'Energie Electrique de Saint-Hubert" and for other companies carrying on a like business ; manufacture all gauging tools, implements and mechanical piece which the company may require for the development of its business ;

To buy, sell moveable or immoveable property, so as to protect the economical side and enable the said "Compagnie d'Energie Electrique" to develop its trade and business under the best economical and technical conditions, under the name of "La Compagnie d'Energie Electrique de Saint-Hubert, C. Chambly", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Saint-Hubert, county of Chambly, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1921.

ALEXANDRE DEMEULES.
2078 Acting Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

463-21 Québec, 20 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, tout le territoire suivant, savoir :

Borné à l'est par le village de Montmorency, la ville de Courville, la municipalité de la paroisse de l'Ange-Gardien, suivant l'axe de la rivière Montmorency et la ligne interseigneuriale qui lui fait suite ; au sud, par la laisse de basse marée du fleuve Saint-Laurent, à partir du point de division du village de Montmorency jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot No 328, puis suivant, dans une direction nord, le dit prolongement et ladite ligne ouest elle-même du dit lot No 328 jusqu'à la cime du Cap ; par la cime du Cap jusqu'à la ligne ouest du lot No 354, et, dans une direction nord, cette ligne ouest dudit lot No 354 jusqu'au point de division entre les lots Nos 358a et 355 ; enfin, par le lot No 358a ; à l'ouest, par la ligne ouest du lot No 328, comprise entre la laisse de basse marée du fleuve Saint-Laurent et la cime du Cap ; par la ligne ouest du lot No 354 jusqu'au chemin royal ; par la ligne est du lot No 358a et par la ligne ouest du lot No 355 ; au nord-est, par la municipalité de la paroisse de l'Ange-Gardien, et de former de

Department of Public Instruction

463-21 Québec, 20th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Beauport, county of Québec, all the following territory, to wit :

Bounded on the east by the village of Montmorency, the town of Courville, the municipality of l'Ange-Gardien, following the axis of the river Montmorency and the interseigniorial line which is a production thereof ; on the south by the low water mark of the river Saint Lawrence, commencing at the division point of the village of Montmorency, to the prolongation of the west line of the lot No. 328, then following in a northerly direction, the said prolongation and the said west line itself of the said lot No. 328 to the top of the cape ; by the top of the cape to the west line of the lot No. 354, and, in a northerly direction, this west line of the lot No. 354 to the division point between the lots Nos. 358a and 355 ; finally by the lot 358a ; on the west by the west line of the lot No. 328, between the low water mark of the river Saint-Lawrence and the top of the cape ; by the west line of the lot No. 354 to the King's highway, by the east line of the lot No. 358a and the west line of the lot No. 355 ; on the northeast, by the municipality of the

tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Beauport-Est.

1929—22-2

608-21.

Québec, 24 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, le lot No 42, inclusivement, du rang 4 du canton d'Iberville jusqu'au lot No 49, inclusivement, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Sault-au-Mouton, village, l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de Sault-au-Mouton.

2001—22-2

292-21.

Québec, 24 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, le territoire suivant, savoir : borné à l'ouest par la paroisse de Giffard ; au nord par le cap ; au sud par le fleuve Saint-Laurent et à l'est par la ligne de division entre les lots Nos 329 et 328 du cadastre de la paroisse de Beauport ; ledit territoire ainsi borné comprenant les numéros du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, savoir : les lots Nos 329 p., 336 P., 339 P., 340 B., 341 P., 342 B., 342 D. P., 346 P., 348 P., 350 P., 351 P., 354 P., 357 P., 358 P., 359 P., 361, 363, 366, 373, 378, 386, 388, 389, 390, 392, 393, 396, 397, 398, 446, 467, 472, 471, 474, 479, 478, 480, 530 P., 531 P., 1511, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Guillaume-des-Falaises.

2003—22-2

68-21

Québec, 25 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de canton-de-Stanstead, comté de Stanstead, les lots Nos 921 à 925 inclusivement du rang 11 du canton de Stanstead, et les lots Nos 926 à 931, inclusivement, du rang 12 du même canton et de les annexer à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, même comté.

1923—22-2

175-21

Québec, 25 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Stanstead, les lots Nos 1 à 112, inclusivement, du cadastre officiel du village de Stanstead, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Sacré-Cœur-de-Jésus, village, l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse.

1925—22-2

555-21

Québec, 26 mai 1921.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer toute la municipalité scolaire de Languedoc, comté de Temiscamingue, à celle d'Authier, même comté.

1921—22-2

202-21

Québec, 26 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alexis, comté de Montcalm, le territoire érigé en municipalité de village par proclamation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, en date du 16 novembre 1920, proclamation insérée dans la *Gazette officielle* du 4 décembre 1920, à l'exception des lots Nos 148, 158, 159 et de la partie du lot No 150 comprise entre le ruisseau Saint-Esprit et la Petite-Ligne, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis,

parish of l'Ange-Gardien, and to erect all the above territory into a new school municipality under the name of Beauport-Est. 1930—22-2

608-21.

Quebec, 24th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Sault-au-Mouton, county of Saguenay, the lot No. 42, inclusive, of range 4 of the township of Iberville to the lot No 49, inclusive, and to erect all the above territory into a new school municipality under the name of Sault-au-Mouton, village, the remaining part to be, in the future, designated under the name of Sault-au-Mouton.

2202—22-2

292-21.

Quebec, 24th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Beauport, county of Quebec, the following territory, to wit : bounded on the west by the parish of Giffard ; on the north by the cape ; on the south by the river Saint Lawrence and on the east by the divisional line between the lots Nos. 329 and 328 of the cadastre of the parish of Beauport ; the above territory comprising the following numbers of the official cadastre of the parish of Beauport : 329 P., 336 P., 340 B., 341 P., 342 B., 342 D. P., 346 P., 348 P., 350 P., 351 P., 354 P., 357 P., 358 P., 359 P., 361, 363, 366, 373, 378, 386, 388, 389, 390, 392, 393, 396, 397, 398, 446, 467, 472, 471, 474, 479, 478, 480, 530 P., 531 P., 1511, and to erect all the above territory into a new school municipality under the name of Saint-Guillaume-des-Falaises.

2004—22-2

68-21

Quebec, 25th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Canton-de-Stanstead, county of Stanstead, the lots Nos. 921 to 925, inclusive of range II of the township of Stanstead, and the lots Nos. 926 to 931, inclusive, of range 12 of the same township and to annex them to the school municipality of Sacré-Cœur de Jésus, same county.

1924—22-2

175-21

Quebec, 25th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus, county of Stanstead, the lots 1 to 112, inclusive, of the official cadastre of the village of Stanstead, and to erect all the above territory into a new school municipality, for catholics only, under the name of Sacré-Cœur-de-Jésus, village, the remaining part to be, in the future, designated under the name of Sacré-Cœur-de-Jésus, parish.

1926—22-2

555-21

Quebec, 26th May, 1921.

Application is made to the Superintendent to annex all the school municipality of Languedoc, county of Temiscamingue, to that of Authier, same county.

1922—22-2

202-21

Quebec, 26th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Alexis, county of Montcalm, the territory erected into a village municipality by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, dated the 16th of November, 1920, proclamation published in the *Official Gazette* of the 4th day of December, 1920, with the exception of the lots Nos. 148, 158, 159 and of the part of the lot No. 150 comprised between the Saint-Esprit brook and the Petite-Ligne, of

et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Alexis, village, le reste de ladite municipalité devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de Saint-Alexis, paroisse.

1927-22-2

the official cadastre of the parish of Saint-Alexis, and to erect all the above territory into a new school municipality under the name of Saint-Alexis, village, the remainder of the said municipality to be, in the future, designated under the name of Saint-Alexis, parish.

1928-22-2

642-21

Québec, 26 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, comté de Châteauguay, les lots Nos suivants, savoir : 180 à 187, inclusivement, pt. 188, pt. 188, pt. 189, pt. 188, pt. 189, 56 de 189, 57 et 58 de 189, 53 et 64 de 189, 60 et 62 de 189, 55 de 189, 51 et 52 de 189, 50 de 189, 65 de 189, 29 et 30 de 189, 45 et 46 de 189, 27 de 189, 39 de 189, 42 de 189, 43 de 189, 14 et 17 de 189, 12 et 13 de 189, 18 de 189, 35 de 189, 40 de 189, 36 de 189, 190 à 193, inclusivement, pt. 194, pt. 194, 195 à 203, inclusivement, 934, 935, pt. 936, 937 à 940, inclusivement, pt. 1024, pt. 1024, pt. 1024, pt. 941, pt. 941, pt. 941, 942, pt. 943, 944 à 947, inclusivement, pt. 943, 948, 949, 950, pt. 951, pt. 951, 952 à 958 inclusivement, 936, pt. 959, 1025, 1026, 1027, pt. 1151, 1152 à 1165, inclusivement, 1028, 1029, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1031, pt. 1031, 1032 à 1041, inclusivement, pt. 1042, pt. 1042, pt. 1042, 1043 à 1053, inclusivement, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Clotilde, village, l'autre partie devant, à l'avenir, porter le nom de Sainte-Clotilde, paroisse.

2059-23-2

642-21

Québec, 26th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Clotilde, county of Châteauguay, the following lots, namely : Nos. 180 to 187, inclusive, pt. 188, pt. 188, pt. 189, 53 and 64 of 189, 60 and 62 of 189, 55 of 189, 51 and 52 of 189, 50 of 189, 65 of 189, 29 and 30 of 189, 45 and 46 of 189, 27 of 189, 39 of 189, 42 of 189, 43 of 189, 14 and 17 of 189, 12 and 13 of 189, 18 of 189, 35 of 189, 40 of 189, 36 of 189, 190 to 193, inclusive, pt. 194, pt. 194, 195 to 203, inclusive, 934, 935, pt. 936, 937 to 940, inclusive, pt. 1024, pt. 1024, pt. 1024, pt. 941, pt. 941, pt. 941, 942, pt. 943, 944 to 947, inclusive, pt. 943, 948, 949, 950, pt. 951, pt. 951, 952 to 958, inclusive, 936, pt. 959, 1025, 1026, 1027, pt. 1151, 1152 to 1165, inclusive, 1028, 1029, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1031, pt. 1031, 1032 to 1041, inclusive, pt. 1042, pt. 1042, pt. 1042, 1043 to 1053 inclusive, and to erect all the above territory into a new distinct school municipality under the name of Sainte-Clotilde, village, the remainder to be in the future known under the name of Sainte-Clotilde, parish.

2060-23-2

1256-20.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, les lots Nos 1 à 61, inclusivement, ainsi que la partie appartenant à M. François Meunier, partie prise sur les lots Nos 142, 143 et 144 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canrobert".

2081

1256-20.

Québec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of L'Ange-Gardien, county of Rouville, the lots Nos. 1 to 61, both inclusive, together with the part belonging to Mr. François Meunier, part taken out of the lots Nos. 142, 143 and 144 of the official cadastre of the parish of L'Ange-Gardien, and to erect all the above territory into a new school municipality, under the name of "Canrobert".

2082

2085-15.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de l'Île-du-Pas, comté de Berthier, les Nos 441, 442, 443 et 444 du cadastre officiel de la paroisse de l'Île-du-Pas et de les annexer à la municipalité scolaire de La-Vérendrie, même comté.

2083

2085-15.

Québec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of l'Île-du-Pas, county of Berthier, the lots Nos. 441, 442, 443 and 444 of the official cadastre of the parish of l'Île-du-Pas and to annex them to the school municipality of La-Verendrie, same county.

2084

380-21.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de Royal-Roussillon, comté de Temiscamingue, le rang 9 du canton de Poularis, et de former de ce rang, avec les rangs 4, 5, 6, 7 et 8 dudit canton de Poularis, qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée, une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Poularis".

2085

380-21.

Québec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of Royal-Roussillon, county of Temiscamingue, the range 9 of the township of Poularis, and to erect this range, together with the ranges 4, 5, 6, 7 and 8 of the said township of Poularis, which do not form part of any organized school municipality, into a new school municipality, under the name of "Poularis".

2086

1833-20.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de

1833-20.

Québec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of Saint-Pierre-les-Becquets, county of

Nicolet, les lots Nos 168, 169, 179, 187, 190, 194, 195, 196, 197, 213, 217, 218 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Cécile-de-Lévrard, même comté.

2087

Nicolet, the lots Nos. 169, 169, 179, 187, 190, 195, 195, 196, 197, 213, 217, 218 of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets and to annex them to the school municipality of Sainte-Cécile-de-Lévrard, same county.

2088

2517-20.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de Durham-Sud, comté de Drummond, le lot No 17 du rang 9 du canton de Durham (numéro 755 du cadastre officiel de la paroisse de Durham-Sud et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Fulgence, No 1, même comté

2089

2518-20

Quebec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of Durham-Sud, county of Drummond, the lot No. 17 of range of the township of Durham (number 755 of the official cadastre of the parish of Durham-Sud) and to annex it to the school municipality of Saint-Fulgence, No. 1, same county.

2090

2566-20.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles, paroisse, comté de Saint-Hyacinthe, parties des lots Nos. 272, 273 et 281 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles, appartenant à M. Gilas Lebrun et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Hilaire, paroisse, comté de Rouville.

2091

Quebec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of Saint-Charles, parish, county of Saint-Hyacinthe, the parts of the lots Nos. 272, 273 and 281 of the official cadastre of the parish of Saint-Charles, belonging to Mr. Gilas Lebrun, and to annex them to the school municipality of Saint-Hilaire, parish, county of Rouville.

2092

2722-15.

Québec, 7 juin 1921.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er juin 1921, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Léon-le-Grand, comté de Matane, les lots Nos 11a, 11b, 12a du rang 4 du canton de Pineault et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, même comté.

2093

2722-15.

Quebec, 7th June, 1921.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council dated the 1st of June, 1921, to detach from the school municipality of Saint-Léon-le-Grand, county of Matane the lots Nos. 11a, 11b, 12a of range 4 of the township of Pineault and to annex them to the school municipality of Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, same county.

2094

No 934-Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 1er juin 1921, de nommer MM. Félix Gamache et Joseph Dubois, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Clément-de-Tourville, dans le comté de L'Islet.

2095

No. 934-Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 1st of June, 1921, to appoint Félix Gamache and Joseph Dubois, school commissioners for the municipality of Saint-Clément-de-Tourville, in the county of L'Islet.

2096

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES ET DE CONCESSION FORESTIERE.

LEASING OF A WATER POWER AND TIMBER LIMIT.

Avis est par les présentes donné que le mercredi, 3 août 1921, à 10.30 heures a. m., dans la salle de vente du département des terres et forêts, à Québec, nous affermerons à l'enchère :

Notice is hereby given that on Wednesday, 3rd August, 1921, at 10.30 a. m., in the sales room of the Department of Lands and Forests, at Quebec, the following will be offered on lease at public auction :

1. Certaines forces hydrauliques sur la rivière aux Outardes, dans le comté de Saguenay, d'une puissance d'environ 50,000 chevaux ;

1. A water power site on the Outardes river, county of Saguenay, of about 50,000 H. P. capacity ;

2. Une concession forestière d'une superficie de 3,000 milles carrés dans le bassin de la rivière aux Outardes.

2. A timber limit, 3,000 square miles in area, situated in the Outardes river watershed.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au département des terres et forêts, à Québec.

Le ministre,
1621—18-13 HONORE MERCIER.

Fur fuller details and informations, please apply to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

1622—18-13 HONORE MERCIER,
Minister.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, P.Q., 5 juillet 1921,
Chicoutimi, P.Q., 12 juillet 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-Mills) 19 juillet 1921.

Québec, 16 août 1921,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs des bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible et payable d'avance.

Le sous-ministre des terres et forêts,
ELZ-MIVILLE DECHENE,
Québec, 12 avril 1921. 1301—15-18

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at :

Hull, P.Q., July 5th, 1921,
Chicoutimi, P.Q., July 12th, 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-Mills) July 19th, 1921,
Quebec, August 16th, 1921,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted and payable in advance.

ELZ-MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec, 12th April, 1921. 1302—15-18

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Ontario Equitable Life and Accident Insurance Company", de la ville de Waterloo, Ontario, en date du deuxième jour de juin 1921, a été autorisée à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie, les accidents et les maladies.

Un dépôt de \$25,000 a été fait au département du trésor, et la compagnie s'est conformée aux prescriptions de la loi des assurances de Québec.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : H.-J. Ross, 180 rue Saint-Jacques, Montréal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.Q., 1909, ce deuxième jour de juin 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2051—23-2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Philippe-de-Laprairie" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chap. III, titre XI, S.R.P.Q., 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi la dite compagnie a obtenu un permis et le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices ; et de faire toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement faire relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur savoir : assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hazardés) dans les limites du comté de Laprairie, dans la province de Québec.

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Ontario Equitable Life and Accident Insurance Company", of the city of Waterloo, Ontario, having deposited with the Provincial Treasurer the amount of twenty-five thousand dollars, and having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, has been licensed under license No. 225, dated the 2nd June, 1921, to transact, in the Province of Quebec, the business of life, accident and sickness insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : H.-J. Ross, 180 Saint James street, Montreal, P.Q.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1921, this second day of June, 1921.

For the Treasurer of the province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 2052—23-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Philippe-de-Laprairie" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business under a mutual fire insurance company, formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in thier declaration to the inspector, namely : mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or extra-hazardous) within the limits of the county of Laprairie, in the Province of Quebec.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q. 1909, ce quatrième jour de juin 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
F.-L. MONCK,
Surintendant des assurances.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2061—23-2

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this fourth day of June, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2062—23-2

Avis est par le présent donné que la "Ocean Marine Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique, le et après le premier jour de juin 1921.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : Harold Hampson, 1 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R. S. P. Q., 1909, ce premier jour de juin 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances, P. Q.,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2015-22-2

Notice is hereby given that the "Ocean Marine Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of inland marine insurance and ocean marine insurance, on and after the first day of June, 1921.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : Harold Hampson, 1 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this first day of June, 1921.

For the treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2016

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3498.

Dame Alice Dagenais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Denonville Guyon, employé civil, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Denonville Guyon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ième jour de juin 1921.

Montréal, 2 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
2055—23-5 BOURASSA & GIBEAULT.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3498.

Dame Alice Dagenais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Denonville Guyon, civil employee, of the same place duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Denonville Guyon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 2nd day of June, 1921.

Montreal, 2nd June, 1921.

BOURASSA & GIBEAULT,
2056—23-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 747.

Dame Antoinette Trudel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Alphonse Lafrance, jr., du même lieu, demanderesse; vs ledit J.-Alphonse Lafrance, jr., des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Montréal, 28 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1945—22-5 DESAULNIERS &
DESAULNIERS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 747.

Dame Antoinette Trudel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Alphonse Lafrance, jr., of the same place, plaintiff; vs the said J.-Alphonse Lafrance, jr., of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 28th May, 1921.

DESAULNIERS & DESAULNIERS,
1946—22-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 630.

Dame Pauline Starr, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Lewis Levine, marchand de ferrailles, du même lieu, demanderesse; contre Lewis Levine, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2021—22-5 B. SHULMAN.

In the Superior Court, for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 630.

Dame Pauline Starr, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Lewis Levine, junk dealer, of the same place, plaintiff; against Lewis Levine, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
2021—22-5 Attorney for plaintiff.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4826.

Dame Simi Yass, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Sheiner, marchand, du même lieu, demanderesse ; contre Jacob Sheiner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2023—22-5 B. SHULMAN.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4312.

Dame Florence Cowalehuk, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mandaki Criotori, agent, du même lieu, demanderesse ; contre Mandaki Criotori, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2025—22-5 B. SHULMAN.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 2429.

Dame Faiga Schwartz, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens d'Isidore Sheiner, commis, du même endroit, demanderesse ; contre Isidore Sheiner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 3, mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2027—22-5 B. SHULMAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 601.

Dame Angelina Fontaine, épouse de Ovila Payette, mécanicien, de Montréal, district de Montréal, demanderesse ; vs Ovila Payette, mécanicien, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 2 mai 1921.

Les avocats de la demanderesse,
1861—21-5 TRUDEAU & GUERIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Dame Anna Charbonneau, des cité et district de Montréal, épouse de Rodrigue Limoges, boucher, du même lieu, demanderesse ; vs ledit Rodrigue Limoges, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre son dit époux.

Montréal, 21 mai 1921.

L'avocat de la demanderesse,
1879—21-5 J.-A. DAVID.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2661.

Dame Bertha Adler, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Heller, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Harry Heller, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 26 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1911—21-5 POPLIGER & ROBINSON.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4826.

Dame Simi Yass, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Sheiner, merchant, of the same place, plaintiff ; against Jacob Sheiner, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
2024—22-5 Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4312.

Dame Florence Cowalehuk, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Mandaki Criotori, agent, of the same place, plaintiff ; against Mandaki Criotori, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
2026—22-5 Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 2429.

Dame Faiga Schwartz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isidore Sheiner, clerk, of the same place, plaintiff ; against Isidore Sheiner, of the same place defendant.

The plaintiff has taken against the defendant, an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
2028—22-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 601.

Dame Angelina Fontaine, wife of Ovila Payette, mechanic, of Montreal, plaintiff ; vs Ovila Payette, mechanic, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted to-day.

Montreal 2nd May, 1921.

TRUDEAU & GUERIN,
1862—21-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Dame Anna Charbonneau, of the city and district of Montreal, wife of Rodrigue Limoges, butcher, of the same place, plaintiff vs the said Rodrigue Limoges, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against her said husband.

Montreal, 21st May, 1921.

J.-A. DAVID,
1880—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2661.

Dame Bertha Adler, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Harry Heller, merchant, of the same place, plaintiff ; vs Harry Heller, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 26th May, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,
1912—21-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 296.

Dame Ida Plouffe, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Henry-C. Leech, électricien, du même lieu, judiciairement autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Henry-C. Leech, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 9 mai courant.

Sherbrooke, le 12 mai 1921.

Le procureur de la demandeur,
1759-20-5 T. CAMPBELL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5182.

Dme Mina Levine, épouse commune en biens de Moses Coblentz, tailleur, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs Moses Coblentz, tailleur, du même endroit, défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 17 mai 1921.

Les avocats de la demanderesse,
COHEN, GENDRON & BERNSTEIN.
1791-20-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7151. Dame Maria Croteau, épouse commune en biens de Charles Ross, industriel, du village de Mont-Joli, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre ledit Charles Ross, défendeur.

Rimouski, 9 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
ASSELIN, ASSELIN & SIMARD.
1831-20-5

Cour supérieure, district de Kamouraska, No 7244. Dame Angéline Provencher, épouse commune en biens de Thomas Langlais, fils, de la cité de Rivière-du-Loup, a, le 28^{ième} jour de janvier 1921, intenté une action en séparation de biens contre ledit Thomas Langlais, fils, son époux.

Rivière-du-Loup, 12 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1739-19-5 LANGLAIS & COTE.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 296.

Dame Ida Plouffe, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Henry-C. Leech, electrician, of the same place, judicially authorized for all the purposes hereof, plaintiff; vs the said Henry-C. Leech, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against defendant, on the 9th day of May instant.

Sherbrooke, 12th May, 1921.

T. CAMPBELL,
1760-20-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5182.

Dme Mina Levine, wife common as to property of Moses Coblentz, tailor, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Moses Coblentz, tailor, of the same place, defendant.

Plaintiff has taken an action of separation as to property against the defendant.

Montreal, 17th May, 1921.

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN,
Attorneys for plaintiff.
1792-20-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7151. Dame Maria Croteau, wife common as to property of Charles Ross, manufacturer, of the village of Mont-Joli, district of Rimouski, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Charles Ross, defendant.

Rimouski, 9th May, 1921.

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.
1832-20-5

Superior Court, district of Kamouraska, No. 7244. Dame Angéline Provencher, wife common as to property of Thomas Langlais, jnr., of the city of Rivière-du-Loup, has, on the 28th day of January, 1921, instituted an action in separation as to property against the said Thomas Langlais, jnr., her husband.

Rivière-du-Loup, 12th May, 1921.

LANGLAIS & COTE,
1740-19-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Québec, 7 juin 1921.

Avis est par le présent donné, conformément à la section 5 de la loi 11 George V, chapitre 148, que Les Prévoyants du Canada ont transmis au département du secrétaire de la province une copie dûment authentiquée d'un règlement portant le No 1C (cédule C de ladite loi) passé le 25 avril 1921, et créant une caisse de retraite conformément à la section 4 de ladite loi.

La caisse ainsi établie en vertu du dit règlement, devant, à compter du présent avis, former une corporation distincte, sous le nom de Les Prévoyants du Canada, "Caisse de retraite", ayant tous les pouvoirs conférés aux corporations civiles par la loi du pays.

Le sous-secrétaire de la province,
2073 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Quebec, 7th June, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with section 5 of the Act 11 George V, chapter 148, that 'Les Prévoyants du Canada' have deposited in the office of the Provincial Secretary a duly authentic copy of a by-law bearing the No. 1C (Schedule C of the said Act) passed on the 25th of April, 1921, and creating a *Caisse de retraite* pursuant to section 4 of the said act.

The *Caisse* so established under said by-law, shall, on and from the date of the present notice, constitute a distinct corporation, under the name of "Les Prévoyants du Canada", "*Caisse de retraite*", with all the powers conferred upon civil corporations by the laws of this country.

C.-J. SIMARD,
2074 Assistant Provincial Secretary.

Compagnies autorisées à faire des opérations

La Compagnie "Mackenzie River Oil, Limited", (No personal liability) a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province est à Montréal, au bureau de M. John-T. Hackett, édifice Royal Insurance.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John-T. Hackett, Conseil du Roi, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 26 mai 1921.

2067

Companies licensed to do business

The Company "Mackenzie River Oil, Limited", (No personal liability) has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, office of Mr. John-T. Hackett, Royal Insurance building.

Its principal agent, for the purposes of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John-T. Hackett, K.C., of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 26th May, 1921.

2068

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA—BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1921—Examinations of July, 1921.

Nom — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
1.—Samson ..	Jean-Charles...	19 ans—years.	Princeville...	Séminaire de Nicolet—Université Saint-Dunstan.
2.—Joyal.....	Romulus.....	21 "	Saint-Majorique..	Ecole élémentaire de Saint-Majorique—Séminaire de Nicolet.
3.—Marier.....	Alexandre.....	21 "	Drummondville..	Collège Saint-Antoine—Séminaire de Nicolet.

Le secrétaire du barreau d'Arthabaska,

WILFRID GIROUARD,

Secretary of the Bar of Arthabaska.

2063-64—23-2

Arthabaska, 4 juin—4th June, 1921.

Faillite—avis de

En vertu de la Loi des liquidations

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 156.

Dans l'affaire de "Caplin Waist & Dress Co, Limited", en liquidation.

Avis est par les présentes donné que les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints de la

Bankrupt Notices

Under the winding up act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 156.

In the matter of Caplin Waist & Dress Co, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that the undersigned were appointed joint liquidators of the above

compagnie précitée en liquidation, par jugement rendu le 31 mai 1921.

Les créanciers de ladite compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des réclamations contre icelle doivent les produire, assementées chez les liquidateurs, à leur bureau, No 924 immeuble "Power", 83 Ouest, rue Craig, à Montréal, le ou avant le 7 juillet 1921.

Les liquidateurs conjoints,

W. G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.

Montréal, 2 juin 1921. 2053

Sous l'acte des liquidations

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3075.

Dans l'affaire de La Compagnie J.-A. Gaulin, limitée, Beauport, en liquidation.

Aux créanciers, actionnaires ou membres de la dite compagnie.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge A. Malouin en date du 2ième jour de juin 1921, nous avons été nommés liquidateurs permanents aux biens de la dite compagnie.

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un autre jugement de l'honorable juge A. Malouin en date du 4ième jour de juin 1921, toutes réclamations, dûment attestées, devront être déposées au bureau des liquidateurs soussignés le ou avant le 15ième jour de juillet 1921.

Les liquidateurs permanents,

BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre,
Québec, 4 juin 1921. 2065

company in liquidation by judgment rendered on the 31st day of May, 1921.

The creditors of the said company in liquidation and all parties having claims against it, must file their sworn claims with the liquidators at their office, No. 924 Power building, 83 Craig street west, at Montreal, on or before the 7th day of July next, 1921.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.

Joint liquidators.

Montreal, 2nd June, 1921. 2054

The Winding up-Act.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 3075.

In the matter of "La Compagnie J.-A. Gaulin, limitée", Beauport, in liquidation.

To the creditors, shareholders and members of the said company.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Honorable Justice A. Malouin dated the 2nd day of June, 1921, we have been appointed permanent liquidators to the estate of said company.

Notice is also given that pursuant to another judgment of the Honorable Justice A. Malouin dated the 4th day of June, 1921, all claims, duly attested, must be filed to the office of the undersigned liquidators on or before the 15th day of July, 1921.

BEDARD & BELANGER,

Permanent liquidators.

Office : 101 Saint Peter street,
Quebec, 4th June, 1921. 2066

Minutes de notaire

Québec, 6 juin 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un décret de l'Exécutif en date du 1er juin 1921, d'accorder à M. John Mulcair, notaire, de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de Paul-S. Conroy, en son vivant notaire, du même lieu.

Le secrétaire de la province,

2057 C.-J. SIMARD.

Québec, 30 mai 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Albert Pelletier, notaire, demeurant et pratiquant dans la paroisse de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. P.-A. Barrette, notaire, du même lieu, qui a cessé, volontairement, de pratiquer comme notaire.

Le sous-secrétaire de la province,

1999-22-2 C.-J. SIMARD.

Québec, 12 mai 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. L.-de Gonzague Crépeau, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Georges-Est, comté et district de Beauce, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Louis

Notarial Minutes

Quebec, 6th June, 1921.

Notice is hereby given in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order-in-Council dated 1st June, 1921, to grant to John Mulcair, esquire, notary, of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Paul-S. Conroy, in his lifetime, notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

2058 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 30th May, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Albert Pelletier, esquire, notary, residing and practicing in the parish of Saint-Jovite, county of Terrebonne, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of P.-A. Barrette, esquire, notary, of the same place, who has, voluntarily ceased to practice as notary.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary. 2000-22-2

Quebec, 12th May, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. L.-de Gonzague Crépeau, notary, residing and practicing at Saint-Georges-Est, county and district of Beauce, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Louis Moisan

Moisan et Jean-Joseph Lavoie, en leur vivant and Jean-Joseph Lavoie, in their lifetime notaries, notaires, de Saint-Georges, dans le district d of Saint-Georges East, in the district of Beauce. Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
1735—19-5 C.-J. SIMARD.

C.-J. SIMARD,
1736—19-5 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Tenders

VILLE DE MONTREAL-EST

Avis par les présentes est donné que le conseil municipal de la ville de Montréal-Est recevra d'ici au 27 juin courant 1921, jusqu'à 4 heures de l'après-midi (heure légale) au bureau du soussigné, secrétaire-trésorier, No 5430, rue Notre-Dame, Montréal-Est, des soumissions cachetées pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la ville de Montréal-Est émises en vertu du règlement No 96 de la ville ; ladite émission autorisée par la Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal et approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Ces obligations seront datées du 1er avril 1921 et remboursables le 1er avril 1941 ; elles porteront intérêt au taux de 6% par année payable semi-annuellement les premiers octobre et avril de chaque année et seront payables au porteur au bureau principal de la Banque d'Hochelaga, dans les cités de Montréal et de Québec, Canada. Elles seront émises en coupures de \$100.00 ou de \$500.00 chacune, ou les deux.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque certifié égal à un pour cent du montant de l'emprunt, et doit mentionner si le prix offert comprend ou exclut l'intérêt accru sur les obligations au temps de la livraison.

Les chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ne seront pas acceptées leur seront remis sans délai ; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

La ville de Montréal-Est ne s'engage pas à accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Donné à Montréal-Est, ce septième jour de juin 1921.

Le secrétaire-trésorier de la ville,
2097—23-2 J.-EMERY CODERRE, N. P.

PROVINCE DE QUÉBEC.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA CITE DE HULL.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la cité de Hull recevront, d'ici au 17 juin 1921, à 4 heures p. m., au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures desdits commissaires d'écoles de la cité de Hull, au montant de \$130,000.00 émises en vertu d'une résolution passée le 5 avril dernier ;

Lesdites débentures sont d'une valeur au pair de cent, cinq cents et mille piastres chacune, échéant le 1er mai 1951, au taux de 6% par an, payables semi-annuellement les 1ers mai et novembre de chaque année, au bureau du secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles de la cité de Hull ;

Toutes les soumissions devront mentionner si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de la

TOWN OF MONTREAL EAST

Notice is hereby given that the municipal council of the town of Montreal-East will receive from now until the 27th of June instant, 1921, till 4 o'clock in the afternoon (standard time), at the office of the undersigned, secretary-treasurer, No. 5430 Notre-Dame street, Montreal-East, sealed tenders for the purchase of \$100,000.00 of debentures of the town of Montreal-East issued in virtue of by-law No. 96 of the town ; the said issue authorized by the Metropolitan Commission of the Island of Montreal and approved by the lieutenant-governor in Council.

These debentures will be dated 1st April, 1921, and redeemable 1st April, 1941 ; they will bear interest at the rate of 6% per annum payable semi-annually on the first days of October and April in each year and be payable to the bearer at the head office of "La Banque d'Hochelaga", in the cities of Montreal and Quebec, Canada. They will be issued in denominations of \$100.00 or \$500.00, or both.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of this loan, and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery.

Cheques deposited by the tenderers whose offers will not be accepted will be handed back to them without delay ; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The town of Montreal-East does not bind itself to accept the highest or any tender.

Given at Montreal-East, on this seventh day of June, 1921.

J.-EMERY CODERRE, N. P.,
2098—23-2 Sec.-treas., town of Mont.-East

PROVINCE OF QUEBEC.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF HULL.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the city of Hull will receive from now up to the 17th of June, 1921, at 4 o'clock p. m., at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of debentures of the said school commissioners of the city of Hull, amounting to \$130,000.00 issued under a resolution moved the 5th of April, 1921 ;

The said debentures of the par value of one hundred, five hundred and one thousand dollars each, are payable the 1st day of May, 1951, and bear interest at the rate of six per cent per annum, payable half-yearly on the first day of May and November in each year, at the office of the secretary-treasurer of the school commissioners of the city of Hull ;

All tenders shall be under seal marked "Tender for Bonds" addressed to the secretary-treasurer of the school commissioners of the city of Hull,

livraison et devront être sous pli cacheté avec indication "Soumission pour débentures", à l'adresse du secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles de la cité de Hull ; and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on said bonds at the time of delivery ;

Toute information sera fournie sur réquisition ; All other information will be furnished on application ;

Les commissaires d'écoles de la cité de Hull ne s'engagent pas à accepter aucune des soumissions. The school commissioners of the city of Hull, does not bind themselves to accept any tender.

Donné à Hull, ce vingt-huitième jour de mai 1921. Given at Hull, this 28th day of May, 1921.

Le secrétaire-trésorier.

JOS. PROVOST.

Rue Hôtel-de-ville, Hull, Qué. 1947—22-2

JOS. PROVOST.

Secretary-treasurer.

Hôtel-de-ville street, Hull, Que. 1948—22-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

VILLE DE LAUZON.

TOWN OF LAUZON.

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la ville de Lauzon recevra d'ici au 22 juin prochain (1921) jusqu'à 4 hrs p. m., au bureau du soussigné, H. Bourassa, secrétaire-trésorier de ladite ville, des soumissions écrites pour l'achat de \$175,000. (cent soixante-quinze mille piastres) d'obligations, étant partie d'une émission plus considérable autorisée par le règlement No 90 de ladite ville, dûment approuvé suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de 6% par an, intérêts payables semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, aux bureaux de la Banque Nationale, à Lauzon et à Québec.

Ces obligations sont de la dénomination de \$100 et multiples de \$100, chacune rachetables par série durant une période de dix ans.

Les soumissions devront porter plus l'intérêt accru.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur sera remis sans délai ; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance régulière du conseil municipal de ladite ville qui aura lieu le mercredi, 29 juin (1921) à 8 hrs p. m.

Ledit conseil ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à Lauzon, Qué., ce trente-unième jour de mai mil neuf cent vingt-un.

Le secrétaire-trésorier.

2101—23-2

H. BOURASSA.

Public notice is hereby given that the municipal council of the town of Lauzon will receive from now up to 22nd June (1921) till 4 o'clock p. m., at the office of the undersigned, H. Bourassa, secretary-treasurer of the said town, written tenders for the purchase of debentures of said town, amounting to one hundred and seventy five thousand dollars (\$175,000.) being part of a larger issue authorized under by-law No. 90, duly approved to law, with interest coupons at the rate of six per cent per annum, interest payable semi-annually on the 1st May and November of every year, at the office of La Banque Nationale, at Lauzon or Quebec.

These debentures are of denomination of \$100. and multiple of \$100. each, redeemable by series, during a period of ten years.

The tenders should mention plus accrued interest.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of this loan. After the opening of the tenders, the cheques deposited as aforesaid shall be handed back to the tenderers, except to whom whose offer is accepted, to whom it shall be handed back only after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and taken into consideration at the regular meeting of the municipal council of the said town which will be held on Wednesday, on the 9th of June 1921, at 8 o'clock p. m.

The said council does not bind itself to accept any tender.

Given at Lauzon, Que., this thirty-first day of May, 1921.

H. BOURASSA.

Secretary-Treasurer.

2102—23-2

Ventes de Faillite

Bankruptcy Sales

Sous a loi de faillite.

Under the Bankruptcy Law.

In re: "The Eastern Handle & Dowel Co, Ltd.", cédant autorisé et J.-E. Couture, cessionnaire autorisé.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas, savoir :

Un terrain sis et situé dans le village de Farm Point, canton de Hull, province de Québec,

In re: "The Eastern Handle & Dowel Co, Ltd.", authorized assignor ; and J.-E. Couture, authorized assignee.

Public notice is hereby given that the Lands and tenements hereafter mentioned will be sold at the date and place as hereafter mentioned, viz :

A parcel of land situated in the village of Farm Point, township of Hull, Province of Quebec,

connu et désigné comme étant partie du lot 24c du rang 16 dudit canton—avec les bâtisses dessus construites, et les machineries y attachées.
 Pour tre vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Hull, ce 27 mai 1921.

Le syndic autorisé,

1993—22-2

J.-E. COUTURE.

Loi de faillite

Province de Québec, district de Québec. Dans l'affaire de la cession autorisée de Gazelle & Fortin, de Lévis, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le SIXIEME jour de JUILLET 1921, à DIX heures de l'avant-midi, (heure ancienne) sera vendu par encan public, et en conformité à l'article 20, sous paragraphe 3b, de la loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Matane, les droits immobiliers suivants, savoir :

1. Les droits des cédants autorisés de couper tout le bois, le cèdre et l'érable excepté, que lesdits cédants autorisés peuvent avoir sur les lots 7a, 7b, 8a, 8b, 9a et 9b, du canton McNider, au Sième rang, de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Matane ;

2. Tous les droits des cédants autorisés sur un moulin à scie, les bâtisses, circonstances et dépendances, y compris la machinerie, érigée sur les lots susdits ;

3. Les droits des cédants autorisés de couper tout le bois, le cèdre et l'érable excepté, que lesdits cédants peuvent avoir sur les lots 12, 13, 14, 15 et 16, du canton McNider, au septième rang, de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Matane.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres ayant rapport aux dites propriétés peuvent être examinés à mon bureau, 147 Côte de la Montagne, bloc "Bossé".

Cette vente est faite en conformité à l'article 20, paragraphe 3b, de la loi de faillite, et équivaut à une vente faite par shérif.

Conditions de vente : Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. BEAULIEU.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne, Québec.
 2045—22-2

known and designated as being part of lot 24c of the 16th range of said township—with the buildings thereon erected, and fixed machineries.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Hull, this 27th of May, 1921.

J.-E. COUTURE,

Authorized trustee. 1994—22-2

Bankruptcy Act.

Province of Quebec, division of Quebec. In the matter of the authorized assignment of Gazelle & Fortin, of Lévis, authorized assignors.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the SIXTH (6) day of JULY, 1921, at TEN o'clock a. m., (solar time), there will be sold at public auction, pursuant to article 20, paragraph 3b, of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the church door of Saint-Damase parish, in the county of Matane, the following rights, to wit :

1. The rights to cut all timber, cedar and maple excepted, which the authorized assignors may hold on the lots 7a, 7b, 8a, 8b, 9a and 9b, the township McNider, 8th range of the parish of Saint-Damase, Matane county ;

2. The rights which the assignors may hold on a saw mill, buildings, circumstances and dependencies, including the machineries erected on the said lots ;

3. The rights to cut all timber, cedar and maple excepted, which the authorized assignors may hold on the lots 12, 13, 14, 15 and 16th of the township McNider, 7th range of the parish of Saint-Damase, county of Matane.

To be sold each item separately to the highest and last bidder.

The certificate of the registrar and titles concerning the rights of cutting and the said saw-mill, buildings and machineries to be seen at my office, 147 Mountain Hill, "Bossé" building.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b, of the Bankruptcy Act, and has the same effect of a sheriff sale.

Conditions of sale : Cash.

J.-H. BEAULIEU.

Authorized trustees.

Office : 147 Mountain Hill, Quebec.

2046—22-2

Ventes par encan

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, la compagnie de messageries "Dominion" vendra, à l'enchère publique, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, MERCREDI, le SIX JUILLET 1921, toutes consignations non réclamées détenues antérieurement au 1er juin 1921, dans les bureaux de la division Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,

1629—18-6

T.-E. McDONNELL.

Auction Sales

NOTICE OF SALE.

Public notice is hereby given that, under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company, will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on WEDNESDAY, SIXTH JULY, 1921, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1920, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,

1630—18-6 Vice president and gen. manager.

LA LOI DE FAILLITE.

Dans l'affaire de Joseph Fontaine, commerçant, Sainte-Justine, comté de Dorchester, cédant autorisé.

Avis es par le présent donné que MERCREDI, le QUINZIEME jour de juin 1921, à DIX heures A.M., sera vendu par encan public, sur les lieux à Sainte-Justine, sur la ferme de M. Joseph Fontaine, l'actif de cette faillite, comme suit :

a. Les lots numéros trois cent cinquante-huit et trois cent soixant-un (358 et 361) du cadastre officiel pour le sixième (6e) rang, canton Ware, de la paroisse de Sainte-Justine—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b. Le roulant de la ferme, pour être vendu en détail, comprenant :

3 chevaux, 6 vaches, 1 bœuf, 1 taure, cochons, volailles, harnais de travail et de promenade, voitures d'hiver et d'été, 1 engin à gazoline, 1 moulin à battre, 1 moulange, 1 centrifuge, 1 faucheuse, 1 herse à disques, 1 râteau à foin, 1 charrue, grément de la sucrerie, 1 herse double, etc., etc. et une foule d'autres articles à énumérer.

Cet item sera vendu par lots et en détail ;

Les divers items plus haut mentionnés peuvent être examinés mardi, le 14 juin 1921.

Les titres de la propriété et la liste du roulant peuvent être examinés aux bureaux des soussignés ;

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3, de la loi des faillites et a les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement : Argent comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec.

L'encanteur,

JOSEPH GIROUX.

1887—21-2

BANKRUPTCY ACT.

In the matter of Joseph Fontaine, merchant, Sainte-Justine, county of Dorchester, authorized assignee

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE, 1921, at TEN o'clock A.M., a sale by auction will be held on the premises at Sainte-Justine, on the farm of Mr. Joseph Fontaine, of the assets of this estate, as follows :

a. The lots numbers three hundred and fifty eight and three hundred and sixty one (358 and 361) of the official cadastre for the sixth (6th) range, township of Ware, of the parish of Sainte-Justine—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

b. The rolling stock of the farm, to be sold separately, comprising :

3 horses, 6 cows, 1 bull, 1 heifer, pigs, poultry, cart and buggy harnesses ; wagons and sleighs, 1 gazoline engine, threshing mill, 1 grinder, 1 separator, 1 mower, 1 disc harrow, 1 hay rake, 1 plow, sugary equipment, 1 double harrow, &c., &c., and many other articles ;

This item to be sold by lots and separately ;

The various items above mentioned may be seen on Tuesday, the 14th of June, 1921 ;

Titles to the property and a list of the rolling stock may be seen at the office of the undersigned ;

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriffs' sale.

Conditions of payment : Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street.

Bossé building, Quebec.

JOSEPH GIROUX,

Auctioneer.

1888—21-2

VENTE PAR LE SHÉRIF
BEAUCESHERIFF'S SALE
BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Beauce, à savoir : } EASTERN TOWNSHIPS
No 958. } PROVISIONS CO.,
LIMITED, demanderesse ; contre ERNEST
DROUIN, défendeur.

1. Le lot vingt-cinq B (25b) dans le rang "B" du canton de Lambton ;

2. Le lot vingt-cinq D (25d) dans le rang "B" du canton de Lambton ;

3. Le lot un B (1b) dans le rang "C" du canton de Lambton—avec bâtisses érigées sur lesdits lots s'il s'en trouve ; le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Lambton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, le DOUZE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Beauce, to wit : } EASTERN TOWNSHIPS
No. 958. } PROVISIONS CO.,
LIMITED, plaintiff ; against ERNEST
DROUIN, defendant.

1. The lot twenty five B (25b) in range "B" of the township of Lambton ;

2. The lot twenty five D (25d) in range "B" of the township of Lambton ;

3. The lot one B (1b) in range "C" of the township of Lambton—with the buildings erected on the said lots, if any, the whole according to the official cadastral plan and book of reference for the said township of Lambton—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Vital-de-Lambton, on the TWELFTH

JUILLET prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 7 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921.]

2119—23-2

day of JULY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 7th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921.]

2120—23-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, } **WILFRID CLEMENT**,
No 777. } cultivateur, de la Conception, dans le district de Montcalm; contre LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA CONCEPTION, ayant son principal bureau d'affaires à la Conception, dans le canton Clyde, dans le district de Montcalm.

L'immeuble suivant savoir :

Une bâtisse en bois "fromagerie", sise et située au village de la Conception, canton Clyde, district de Montcalm, sur un lopin de terre d'à peu près 50 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur; ledit lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné comme le lot No 24 du rang ouest de la rivière Rouge, et à l'est par la rivière Rouge et au sud par le chemin public; ladite "fromagerie" formant une seule exploitation et un tout avec les accessoires tels que : bouilloire, bassin, presse, balance, canistre à réception et machine à fabriquer les boîtes à fromage.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Conception, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain 1921, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

ROD. ROBERT.

Mont-Laurier, 7 juin 1921.

2131—23-2

[Première publication, 11 juin 1921]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, } **WILFRID CLEMENT**,
No. 777. } farmer, of La Conception, in the district of Montcalm; against LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA CONCEPTION, having its head office at La Conception, in the township of Clyde, in the district of Montcalm.

The following immoveable to wit :

A wooden building "Cheese factory" lying and situate at the village of La Conception, township of Clyde, district of Montcalm, on a parcel of land of about 50 feet in width by 75 feet in depth; the said parcel of land forming part of the lot known and designated as being the lot No. 24 of the west range of river Rouge, and on the east by river Rouge and on the south by the public road; the said "cheese factory" forming one single exploitation and a whole with all the accessories thereof such as : boiler, basin, press, scale, cans and machinery for the making of cheese boxes.

To be sold at the parochial church door of La Conception, on the SIXTEENTH day of JULY next, 1921, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

ROD. ROBERT,

Sheriff.

Mont-Laurier, 7th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2133—23-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A DOLPHE-LOUIS**
No 4936. } **CARON, JOSEPH-ARTHUR CARON ET RENE-EDOUARD CARON**, tous trois manufacturiers de bijouterie, des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu Jean-Baptiste Caron, demandeurs; contre PETER DONOHUE, de la cité de Westmount, défendeur.

Deux lots de terre situés sur le côté sud-est de la rue Selby, dans la cité de Westmount, connus sous les numéros cent quarante-quatre et cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-144 et 145) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, —avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros 128 à 140 de la rue Selby et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière desdits lots.

Les deux lots ci-dessus forment une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A DOLPHE-LOUIS**
No. 4936. } **CARON, JOSEPH-ARTHUR CARON AND RENE-EDOUARD-CARON**, all three manufacturers of jewelry, of the city and district of Montreal, in their capacity of testamentary executors of the estate of the late Jean-Baptiste Caron, plaintiffs; against PETER DONOHUE, of the city of Westmount, defendant.

Two lots of land situate on the southeast side of Selby street, in the city of Westmount, known under the numbers one hundred and forty four and one hundred and forty five of the official subdivision of the lot number three hundred and eighty four (384-144 and 145) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with buildings thereon erected and bearing the numbers 128 to 140 of Selby street, and with right of way in common in the lane at the rear of the said lots.

The two hereabove lots forming but one plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2141—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) LA BANQUE MOLSON, corporation légale dont le siège social est dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs LEO-L. LEET, défendeur.

Deux lots de terre situés dans la ville de Montréal, ayant front sur l'avenue Westminster, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros 152 et 153 du lot originaire numéro 140 (152 et 153-140) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses construites sur ledit lot No 140-153.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2143—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) LYON COHEN ET AL., No. 4297.) demandeurs ; vs BARNETT BLUMENTHAL ET AL., défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, dans le rang "Le Trente", mesurant environ soixante-trois arpents en étendue, sans garantie de mesure, compris dans ses limites actuelles; borné d'un côté par Dieudonné Charlebois ou représentants, d'un autre côté par le chemin public "des vingt", et la terre de Chs. Savaria ou représentants à une extrémité par Augustin Lussier et à l'autre par "le trait-quarré" du rang "Le quarante-deux", de Varennes et ladite terre de Chs. Savaria ou représentants ; ledit terrain connu et désigné comme faisant partie du lot trois cent cinquante-sept et partie du lot trois cent cinquante-huit (Pt. 357 et Pt. 358) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères—avec une maison et d'autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à DOUZE heures (midi).

Bureau du shérif,

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2145—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) JACOMO TEOLIS, de No. 3423.) mandeur ; vs ANTONIO TEOLIS, défendeur.

Les droits et intérêts du défendeur sur deux lots de terre contigus portant les numéros 875 et 876 de la subdivision officielle du lot cadastral No

on the FOURTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montréal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2142—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE MOLSONS BANK, No. 2686.) a body corporate duly incorporated and having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs LEO-L. LEET, defendant.

Two lots of land situated in the town of Montreal West, in the district of Montreal, fronting on Westminster Avenue, and known and designated as subdivisions numbers 152 and 153 of original lot number 140 (140-152 and 153) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings erected on said lot No. 140-153.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2144—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) LYON COHEN ET AL., No. 4297.) plaintiffs ; vs BARNETT BLUMENTHAL ET AL., defendants.

An emplacement situate in the parish of Sainte-Julie-de-Verchères, in "Le Trente" range, containing about sixty-three arpents in superficies, without any warranty as to measurement, and as contained in its actual boundaries; bounded on one side by Dieudonné Charlebois, or representatives, to the other side by the public road "des vingt", and the land of Chs. Savaria, or representatives ; at one end by Augustin Lussier and at the other by "le trait-quarré", of range "le quarante-deux" de Varennes, and the said land of Chs. Savaria or representatives ; the said land known and designated as forming part of lot three hundred and fifty seven and part of lot three hundred and fifty eight (Pt. 357 and Pt. 358) on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Julie-de-Verchères,—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Julie-de-Verchères, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

Sheriff's office,

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2146—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) JACOMO TEOLIS, plain- No. 3423.) tiff ; vs ANTONIO TEOLIS, defendant.

The rights and interests of the defendant in and upon two adjacent lots of land bearing the numbers 875 and 876 of the official subdivision

488 de la paroisse du Sault-aux-Récollets, cité de Montréal, ayant front sur la rue DeLaroche-sans bâtisse suivant promesse de vente par la "Amherst Park Land Co." au dit défendeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.
Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2147—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA BANQUE D'HOCHELAGA**, corporation légalement constituée, ayant son bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **NAPOLÉON GIROUX**, défendeur.

Un emplacement composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros trois cent soixante-un et trois cent soixante-deux (361 et 362), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, contenant environ cent quarante pieds de largeur sur environ quatre-vingt-six pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les maisons et autres dépendances dessus construites, portant les numéros civiques 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159 et 161 de la rue Montcalm, et avec les servitudes actives et passives y attachées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le douze juillet mil neuf cent dix-huit, aura lieu au même endroit, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2149

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION DU VILLAGE DU CANTON DE CHAMBLY**, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires au village de Chambly, demanderesse; vs **DELLE MARIE-JEANNÉ DE GRAND'MAISON**, fille majeure, et usant de ses droits, défenderesse.

Deux lots de terre situés en la ville de Montréal-Est, ayant front sur la rue Prince-Albert, connus et désignés comme étant les lots numéros 51 et 52 de la subdivision officielle du lot numéro 85 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, avec droit de passage dans les ruelles en arrière desdits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2151—23-2

of the cadastral lot No. 488 of the parish of Sault-aux-Récollets, city of Montreal, fronting on DeLaroche street—without building, as per promise of sale by the Amherst Park Land Co. to the said defendant.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TWELVE o'clock noon.
Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2148—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE HOCHELAGA BANK**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **NAPOLÉON GIROUX**, defendant.

That certain emplacement composed of the lots of land known and designated under the numbers three hundred and sixty one and three hundred and sixty two (361 and 362), on the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, containing about one hundred and forty feet in width by about eighty six feet in depth, the whole English measure and more or less—with the houses and other dependencies thereon erected and bearing civic numbers 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159 and 161 in Montcalm street, and the active and passive servitudes attached thereto.

Notice is hereby given that the sale of the immovable property seized in the present cause formerly announced to be held at my office, in the city of Montreal, on the twelfth day of July, one thousand nine hundred and eighteen, will take place at the same place, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2150

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CORPORATION OF THE VILLAGE OF THE TOWNSHIP OF CHAMBLY**, a legally incorporated body, having its principal place of business at the village of Chambly, plaintiff; vs **MISS MARIE-JEANNE DE GRAND'MAISON**, spinster, of age in the full exercise of her rights, defendant.

Two lots of land situated in the town of Montreal-Est, fronting on Prince-Albert street, known and designated as being the lots numbers 51 and 52 of the official subdivision of the lot number 85 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles—with a right of way in the lanes at the rear of the said lots;

To be sold at any office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2152—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir :) LA CORPORATION
No 360.) L'ÉPISCOPALE CATHOLIQUE ROMAINE DU DIOCESE DE SAINT-HYACINTHE, corporation légalement constituée, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, demanderesse ; contre J.-C. WALSH, défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, ayant front sur l'avenue Outremont, et désigné comme subdivision numéro vingt-deux (22) du lot originaire No trente-cinq (35-22) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; laquelle subdivision de ce lot a une superficie de quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée en front au nord-est par l'avenue Outremont (étant la subdivision trente-quatre dudit lot officiel (No 35-34), une église étant construite sur cette dite subdivision dudit lot 35-22—avec les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921.]

2153—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir :) SAMUEL-W. JACOBS
No. 2345.) ET AL, demandeurs ;
vs BERL TAFLEL ET AL défendeurs.

Comme appartenant à Harry Levin, l'un des défendeurs.

1. Un lopin de terre situé dans la paroisse de Sainte-Julie, dans le comté de Verchères, dans le vingt-quatrième rang, mesurant un arpent et demi en largeur par vingt-quatre arpents de profondeur, le tout d'après la mesure française, connu et désigné comme étant la moitié ouest du lot numéro quatre cent soixante-dix-huit, et les lots numéros quatre cent soixante-dix-sept, quatre cent soixante-seize, quatre cent soixante-quinze, et la moitié est du lot numéro quatre cent soixante-quatorze ($\frac{1}{2}$ E. 474, 475, 476, 477 et $\frac{1}{2}$ O. 478) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie ; borné à une extrémité par le "Trait quarré du Trente", à l'autre extrémité par le chemin "Vingt-Quatre", d'un côté au sud-ouest par un nommé Malo, et de l'autre côté par le lopin de terre ci-après désigné—sans aucune bâtisse dessus ;

2. Un lopin de terre situé au même endroit, mesurant un arpent de largeur par vingt-quatre arpents de profondeur, connu et désigné comme étant une partie des lots numéros quatre cent soixante-dix-neuf et quatre cent soixante-dix-huit dudit plan officiel ; borné à une extrémité par le chemin de front du Vingt-Quatre, à une autre extrémité par les terres de la paroisse de Varennes, d'un côté par la propriété ci-après désignée—sans aucune bâtisse dessus ;

3. Un lopin de terre situé au même endroit, mesurant trois arpents et quart de largeur et vingt-quatre arpents de profondeur, connu sous les numéros quatre cent quatre-vingts, quatre cent quatre-vingt-un, quatre cent quatre-vingt-deux, et partie du numéro quatre cent soixante-dix-neuf, dudit plan (Nos. 480, 481, 482 et pt. 479) ; borné à une extrémité par le chemin de "Vingt-Quatre", à l'autre extrémité par les

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit :) THE ROMAN CATHOLIC
No. 360.) EPISCOPAL CORPORATION OF THE DIOCESE OF SAINT-HYACINTHE, a body politic and corporate, duly incorporated, of the city of Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff ; against J.-C. WALSH, defendant.

A lot of land situate in the town of Outremont, fronting on Outremont avenue, and designated as being the subdivision number twenty-two (22) of original lot number thirty five (35-22) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; the said subdivision of said lot containing forty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and bounded in front to the north-east by Outremont avenue (being the subdivision thirty four of said official lot (No. 35-34), a church being erected on said subdivision of said lot 35-22—with the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2154—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit :) SAMUEL-W. JACOBS
No. 2345.) ET AL, plaintiffs ;
vs BERL TAFLEL ET AL, defendants.

As belonging to Harry Levin, one of the defendants.

1. A piece of land situate at the parish of Sainte-Julie, in the county of Verchères, in the twenty-fourth range, containing one arpent and a half wide by twenty-four arpents in depth, the whole French measure, and being known and designated as the western half of the lot number four hundred and seventy-eight, and the lots numbers four hundred and seventy-seven, four hundred and seventy-six, four hundred and seventy-five, and the eastern half of the lot number four hundred and seventy-four, ($\frac{1}{2}$ E. 474, 475, 476, 477 and $\frac{1}{2}$ W. 478) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Julie ; bounded on one end by the "Trait quarré du Trente", on the other and by the "Vingt-Quatre Road", on one side to the south-west by one named Malo, and on the other side by the piece of land hereinafter designated—without and building thereon ;

2. A piece of land situate at the same place, containing one arpent in width by twenty-four arpents in depth, known and designated as being a part of the lots numbers four hundred and seventy-nine and four hundred and seventy-eight of the said official plan ; bounded on one end by the front road of the Vingt-Quatre, on other end by the lands of the parish of Varennes, on one side by the property hereinafter designated, —without any building thereon erected ;

3. A piece of land situated at the same place containing three arpents and one-fourth in width and twenty four arpents in depth, and being known as the numbers four hundred and eighty, four hundred and eighty-one, four hundred and eighty-two, and a part of the number four hundred and seventy-nine, of the said plan, (Nos. 480, 481, 482 and pt. 479) ; bounded on one end by the "Vingt-Quatre Road", on the

terres de la paroisse de Varennes, d'un côté par le lot ci-haut deuxièmement décrit, et de l'autre côté par Etienne Blanchard, — avec une maison et d'autres bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, le QUATORZIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2157—23-2

PIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LA COMPAGNIE DES**
No 2857. **TERRAINS SUB-**

URBAINS DE MONTREAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, demanderesse ; contre **LA COMPAGNIE DE PLACEMENTS DE LA CITE, LIMITEE**, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, défenderesse.

Lot No 913, partie de la rue de Biencourt, entre les rues Rielle et Angers ;

Lot No 921, ruelle de la rue Rielle, entre les rues de Biencourt et Jacques Hertel ;

Lot No 945, ruelle de la rue Jacques Hertel et de la rue de Biencourt ;

Lot No 977, partie de la rue Jacques Hertel, entre les rues Rielle et Angers ;

Lot No 981, ruelle de la rue Rielle, entre la rue Jacques Hertel et la ruelle de la rue Leprohon ;

Lot No 1005, ruelle de la rue Angers, entre la rue Jacques Hertel et la ruelle de la rue Leprohon ;

Lot No 1009, partie de la rue Angers, entre la ligne nord 4670 et la ligne de démarcation du terrain Galt ;

Lot No 1010, partie de la rue de Biencourt, entre les rues Angers et Drake ;

Lot No 1018, ruelle de la rue Angers, entre les rues Jacques Hertel et de Biencourt ;

Lot No 1038, ruelle entre les rues Jacques Hertel et de Biencourt ;

Lot No 1058, Ruelle de la rue Drake, entre les rues Jacques Hertel et de Biencourt ;

Lot No 1066, partie de la rue Jacques Hertel, entre les rues Angers et Drake ;

Lot No 1070, ruelle de la rue Angers entre la rue Jacques Hertel à la ruelle de la rue Leprohon ;

Lot No 1089, ruelle de la rue Drake, entre la rue Jacques Hertel et la ruelle de la rue Leprohon ;

Lot No 1093, Partie de la rue Drake, entre la ligne 4670 et la ligne de démarcation du terrain Galt ;

Lot No 1094, partie de la rue de Biencourt, entre la rue Drake et la ruelle de la rue Drake ;

Lot No 1102, ruelle de la rue Drake, entre les rues de Biencourt et Jacques Hertel ;

Lot No 1103, partie de la rue Jacques Hertel, entre la rue Drake et la ruelle de la rue Drake ; les lots ci-dessus étant des subdivisions officielles du lot No 4669 aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ;

Lot No 742, partie de la rue de Biencourt, entre les rues Rielle et Angers ;

Lot No 750, ruelle de la rue Rielle, entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

other end by the lands of the parish of Varennes, on one side by the lot above described in second place, and on the other side by Etienne Blanchard—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Julie-de-Verchères, on the FOURTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2158—23-2

PIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **LA COMPAGNIE DES**
No. 2857. **TERRAINS SUB-**

URBAINS DE MONTREAL, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office at Montreal, plaintiff ; against **LA COMPAGNIE DE PLACEMENTS DE LA CITE, LIMITEE**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office, at Montreal, defendant.

Lot No. 913, part of de Biencourt street, between Rielle and Angers streets ;

Lot No. 921, lane of Rielle street, between de Biencourt and Jacques Hertel streets ;

Lot No. 945, lane of Jacques Hertel street and of de Biencourt street ;

Lot No. 977, part of Jacques Hertel street, between Rielle and Angers streets ;

Lot No. 981, lane of Rielle street, between Jacques Hertel street and the lane of Leprohon street ;

Lot No. 1005, lane of Angers street, between Jacques Hertel street and the lane of Leprohon street ;

Lot No. 1009, part of Angers street, between the north line of 4670 and the demarcation line of the Galt grounds ;

Lot No. 1010, part of de Biencourt street, between Angers and Drake streets ;

Lot No. 1018, lane of Angers street, between Jacques Hertel and de Biencourt streets ;

Lot No. 1038, lane between Jacques Hertel and de Biencourt streets ;

Lot No. 1058, lane of Drake street between Jacques Hertel and de Biencourt streets ;

Lot No. 1066, part of Jacques Hertel street, between Angers and Drake streets ;

Lot No. 1070, lane of Angers street, between Jacques Hertel street and the lane from Leprohon street ;

Lot No. 1089, lane of Drake street, between Jacques Hertel street and the lane of Leprohon street ;

Lot No. 1093, part of Drake street, between the line 4670 and the demarcation line of the Galt grounds ;

Lot No. 1094, part of de Biencourt street, between Drake street and the lane from Drake street ;

Lot No. 1102, lane of Drake street, between de Biencourt and Jacques Hertel streets ;

Lot No. 1103, part of Jacques Hertel street between Drake street and lane of Drake street ; the aforesaid lots being official subdivision of the lot No. 4669, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ;

Lot No. 742, part of de Biencourt street, between Rielle and Angers streets ;

Lot No. 750, lane of Rielle street, between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No 774, ruelle entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

Lot No 798, ruelle de la rue Angers, entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

Lot No 806, partie de la rue de Maricourt, entre les rues Rielle et Angers ;

Lot No 811, partie de la ruelle de la rue Rielle, entre la rue de Maricourt et la ruelle portant le No 835 ;

Lot No 835, ruelle de la rue de Maricourt, entre les ruelles des rues Rielle et Angers ;

Lot No 836, ruelle de la rue Angers, entre la rue de Maricourt et la ruelle portant le No 835 ;

Lot No 841, partie de la rue Angers, entre la ligne nord 4670 et la ligne sud de 4670 ;

Lot No 842, partie de la rue de Biencourt, entre les rues Angers et Drake ;

Lot No 850, ruelle de la rue Angers, entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

Lot No 870, ruelle entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

Lot No 890, ruelle de la rue Drake, entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

Lot No 898, partie de la rue de Maricourt, entre la rue Angers et de la rue Drake ;

Lot No 902, ruelle de la rue Angers, entre la rue de Maricourt et la ligne de démarcation No 4670 ;

Lot No 922, ruelle de la rue de Maricourt ;

Lot No 923, ruelle de la rue Drake, entre la rue de Maricourt à la ligne de démarcation et la ligne No 4670 ;

Lot No 927, partie de la rue Drake de la ligne de démarcation nord No 4670 à la ligne de démarcation sud No 4670 ;

Lot No 928, partie de la rue de Biencourt, entre la rue Drake et la ruelle de la rue Drake ;

Lot No 936, ruelle de la rue Drake, entre les rues de Biencourt et de Maricourt ;

Lot No 937, partie de la rue de Maricourt, entre la rue Drake et la ruelle de la rue Drake ;

Lot No 941, ruelle de la rue Drake, à partir de la rue de Maricourt à la ligne de démarcation No 4670; les lots ci-dessus étant des subdivisions officielles du lot No 4670 auxdits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 16 mai 1921.

[Première publication, 30 avril 1921 est nulle]

[Première publication, 21 mai 1921]

1793—20-2

Lot No. 774, lane between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No. 798, lane of Angers street, between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No. 806, part of the Maricourt street, between Rielle and Angers streets ;

Lot No. 811, part of the lane of Rielle street, between de Maricourt street and the lane bearing the No. 835 ;

Lot No. 835, lane of de Maricourt street, between the lanes of Rielle and Angers streets ;

Lot No. 836, lane of Angers, street, between de Maricourt street and the lane bearing the No 835 ;

Lot No. 841, part of Angers street, between the north line 4670 and the south line of 4670 ;

Lot No. 842, part of Biencourt street, between Angers and Drake streets.

Lot No. 850, lane from Angers street, between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No. 870, lane between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No. 890, lane from Drake street, between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No. 898, part of the Maricourt street, between Angers and Drake streets ;

Lot No. 902, lane from Angers street, between de Maricourt street and the demarcation line No. 4670 ;

Lot No. 922, lane from de Maricourt street ;

Lot No. 923, lane from Drake street, between de Maricourt to the demarcation line and line No. 4670 ;

Lot No. 927, part of Drake street, from the north demarcation line No. 4670 to the south demarcation line No. 4670 ;

Lot No. 928, part of de Biencourt street, between Drake street and the lane from Drake street ;

Lot No. 936, lane from Drake street, between de Biencourt and de Maricourt streets ;

Lot No. 937, part of the Maricourt street, between Drake street and the lane from Drake street ;

Lot No. 941, lane from Drake street commencing at de Maricourt street to the demarcation line No. 4670; the aforesaid lots being official subdivisions of lot No. 4670 on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 16th May, 1921.

[First publication, 30th April, 1921 is null]

[First publication, 21st May, 1921]

1794—20-2

QUEBEC

Cour de recorder

Québec, à savoir : LA CITE DE QUEBEC, No 772.

contre MESDEMOISELLES MARIE-ANNE MORIN ET ALICE MORIN, toutes deux de la cité de Québec, co-propriétaires, conjointement et solidairement.

Le lot No 2354 (deux mille trois cent cinquante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un lot de terre

QUEBEC

Recorder's Court.

Quebec, to wit : THE CITY OF QUEBEC ; No. 772.

against MISSES MARIE ANNE MORIN AND ALICE MORIN, both of the city of Quebec, co-proprietors, jointly and severally.

The lot No. 2354 (two thousand three hundred and fifty-four) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being a lot

situé sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire une lisière de terrain de 110 pieds de front sur la rue Saint-Valier sur une profondeur de 16 pieds à l'extrémité Est et 12 pieds et 8 pouces à l'extrémité Ouest, tel que le tout est actuellement.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 9 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

[Deuxième publication, 25 juin 1921]

2159—23-2

of land situate on Saint-Valier, street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted therefrom a strip of land of 110 feet in front on Saint-Valier street by a depth of 16 feet at the eastern end and 12 feet and 8 inches at the western end, as the whole now subsists.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 9th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

[Second publication, 25th June, 1921]

2160—23-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } A ZARIE PICOT-
No 50. } A TE, d e m a n -

deur ; vs DAME MALVINA BARIL, veuve de François alias Francis Martel, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir :

Un emplacement situé en la ville du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de cinquante-deux pieds de largeur sur une profondeur de soixante-six pieds, le tout plus ou moins, à mesure anglaise, faisant partie du lot de terre connu sous le numéro cent vingt-deux (ptie No 122) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes et limites suivantes : en front par une rue connue sous le nom de rue Saint-Thomas, en profondeur par les emplacements de MM. DeBlois, Grandmont, Lucien et Emile Carignan ou représentants, d'un côté, vers le sud, par les emplacements appartenant respectivement à MM. Thomas Caron et Henri Sauvageau représentants de Georges L'Heureux et de l'autre côté, vers le nord, par l'emplacement de Adélar Martel, lequel emplacement ci-dessus décrit se trouve, à son front, à la distance de 142 pieds, et, à sa profondeur, à la distance de 115 pieds du chemin public—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme aussi avec sujet au passage mitoyen entre l'emplacement sus-décrit et celui du dit Adélar Martel qui fait partie du même lot cadastral.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain 1921, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Trois-Rivières, 8 juin 1921.

[Première publication, 11 juin 1921]

2133—23-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } A ZARIE PICOT-
No 50. } A TE, plaintiff ; vs

DAME MALVINA BARIL, widow of François alias Francis Martel, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

An emplacement situate in the town of Cap-de-la-Madeleine, containing fifty two feet in width by a depth of sixty six feet, all more or less and English measurement, forming part of the lot of land known under the number one hundred and twenty two (Pt. No. 122) on the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, and comprising all the land enclosed within the following boundaries and limits : in front by a street known under the name of Saint-Thomas street, in depth by the emplacements of Messrs. DeBlois, Grandmont, Lucien and Emile Carignan or representatives, on one side, towards the south by the emplacements belonging respectively to Messrs. Thomas Caron and Henri Sauvageau representatives of Georges L'Heureux, and, on the other side, towards the north, by the emplacement of Adélar Martel, which hereabove described emplacement is on its front at the distance of 142 feet, and on its depth at the distance of 115 feet from the public road—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and being also subject to the party right of way between the above described emplacement and that of the said Adélar Martel which forms part of the same cadastral lot.

To be sold at the church door of the parish of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (solar time).

Sheriff's office, CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Three Rivers, 8th June, 1921.

[First publication, 11th June, 1921]

2134—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : }
No 404.

DANS une cause dans laquelle la BANQUE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, et une succursale en la ville de Shawinigan Falls, était demanderesse ; vs JOSEPH SAVARD ET AL, défendeurs.

Comme appartenant audit défendeur, Louis Savard, les immeubles suivants, savoir :

1. Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, sur la rue Bernard, connu et désigné comme étant le lot numéro cent deux de la subdivision du lot officiel numéro cent trente-six (136-102) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore—avec maison, circonstances et dépendances ;

2. Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, sur la rue Bernard, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trois de la subdivision du lot officiel numéro cent trente-six (136-103) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore ;

3. Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, sur la rue Bernard, connu et désigné comme étant le numéro cent cinq de la subdivision du lot officiel numéro cent trente-six (136-105) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore—avec maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain 1921, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Trois-Rivières, 18 mai 1921.

[Première publication, 21 mai 1921]

1835—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : }
No. 404.

IN a cause wherein LA BANQUE NATIONALE, a body and politic and corporates, having its head office in the city of Quebec, and a branch in the town of Shawinigan Falls, was plaintiff ; vs JOSEPH SAVARD ET AL, defendants.

As belonging to the said defendant, Louis Savard, the following immoveables, namely :

1. An emplacement situate in the town of Grand'Mère, on Bernard street, known and designated as being the lot number one hundred and two of the subdivision of the official lot number one hundred and thirty six (136-102) of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte-Flore—with a house thereon, circumstances and dependencies ;

2. An emplacement situate in the town of Grand'Mère, on Bernard street, known and designated as being the lot number one hundred and three of the subdivision of the official lot number one hundred and thirty six (136-103) of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte-Flore ;

3. An emplacement situate in the town of Grand'Mère, on Bernard street, known and designated as being the number one hundred and five of the subdivision of the official lot number one hundred and thirty six (136-105) of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte-Flore—with a house thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

Sheriff's office.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Three Rivers, 18th May, 1921.

[First publication, 21st May, 1921]

1836—20-2

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général-Suppléant.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette officielle de Québec," laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le

Proclamations

Canada,
Province of
Québec,

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Acting Deputy
Attorney General.

WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the Quebec Official Gazette, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also

changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, dans le comté de l'Assomption, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de Saint-Roch-ouest";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique et le plan de ce territoire faits selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité de Saint-Roch-Ouest" en municipalité distincte et séparée de la municipalité de la paroisse Saint-Roch-de-l'Achigan.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité séparée, sous le nom de "Municipalité de Saint-Roch-Ouest", dans le comté de l'Assomption, est pris dans la seigneurie de l'Assomption et est démembré de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan ; ce territoire comprendra :

Les lots Nos : de 647 à 673, dans la concession nord-ouest du Ruisseau-Saint-Jean ; de 319 à 365, dans la concession nord de la rivière Achigan et de 284 à 318, dans la concession sud de la Rivière Achigan, tous inclus chacun à chacun, pour le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan ; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de Saint-Roch-Ouest", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK,

order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immovable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law :

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immovable property comprised within that certain territory herein-after described and situated in the municipality of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan, county of L'Assomption, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan and erect into a distinct municipality under the name of "Municipality of Saint-Roch-West" ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description and plan of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan, have been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of the "Municipality of Saint-Roch West" into a separate and distinct municipality from the municipality of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan".

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All the territory bounded as follows :

The territory to be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Saint-Roch-West" in the county of L'Assomption, is taken in the seigniory of L'Assomption and is dismembered from the municipality of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan ; this territory comprises :

The lots Nos.: from 647 to 673, in the north west concession of Ruisseau-Saint-Jean ; from 319 to 365, in the north concession of the Achigan river, and from 284 to 318, in the south concession of the Achigan river, all inclusive each to each for the official cadastre of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan ; shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Roch-de-l'Achigan and shall henceforth form a separate municipality of under the name of the "Municipality of Saint Roch West".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir

membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce QUATRIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2105

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procurateur-Général.* ATTENDU que les dispositions de l'article 7473 des Statuts refondus de Québec, 1909, permettent au lieutenant-gouverneur en Conseil d'appliquer, par proclamation, quand il le juge à propos, à toute division d'enregistrement, les dispositions des articles 7465 et suivants des Statuts refondus, relatives à certaines divisions d'enregistrement;

ATTENDU qu'il est à propos d'appliquer à la division d'enregistrement de Trois-Rivières les dispositions desdits articles.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif et conformément aux dispositions de l'article 7473 des Statuts refondus, 1909, nous avons décrété et ordonné, et par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions des articles 7465 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1909, seront applicables à la division d'enregistrement de Trois-Rivières.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable *SIR CHARLES FITZPATRICK*, membre de Notre très honorable Conseil Privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce QUATRIEME jour de JUIN, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2109

C.-J. SIMARD.

CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FOURTH day of JUNE, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.* WHEREAS the provisions of article 7473 of the Revised Statutes of Québec, 1909, empower the Lieutenant-Governor in Council to extend, by proclamation, whenever he deems it expedient, to any registration division, the provisions of articles 7465 and following of the Revised Statutes, respecting certain registration divisions.

WHEREAS it is expedient to extend the registration division of Three Rivers, the provisions of the said articles;

NOW KNOW YE that with the advice and consent of Our Executive Council and in accordance with the provisions of article 7473 of the Revised Statutes, 1909, We have enacted and ordered, and by these presents, enact and order that the provisions of articles 7465 and following of the Revised Statutes of Québec, 1909, shall extend to the registration division of Three Rivers.

Of All which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable *SIR CHARLES FITZPATRICK*, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FOURTH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one of and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2110

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de la loi 6 George V, chapitre 8, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de quinze propriétaires ou occupants qui résident dans un canton dûment érigé et compris dans le territoire des comtés de Pontiac et de Temiscamingue situé au nord de la ligne 48^e de latitude, créer une municipalité de canton ou de cantons-unis, pourvu qu'il y ait, dans ce canton ou ces cantons-unis et voisins dans le même comté, au moins cent lots octroyés pour fins de colonisation ;

ATTENDU qu'en vertu de la même loi, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer à toute municipalité locale, formée en vertu de la dite loi, toute portion d'un territoire situé dans un ou plusieurs cantons voisins dans le même comté, et qui ne forme pas partie d'une municipalité antérieurement organisée, ou d'ériger telle portion de territoire en municipalité locale de partie de canton, si elle rencontre les exigences de la section I de ladite loi, c'est-à-dire s'il y a, dans cette portion de territoire, au moins cent lots octroyés pour fins de colonisation, et si l'érection en municipalité de telle portion de territoire est demandée par au moins quinze propriétaires ou occupants qui y résident ;

ATTENDU qu'une requête signée par vingt propriétaires résidant dans la partie du canton de La Motte ci-après décrite, situé à l'ouest de la rivière Harricana, dans la deuxième division municipale du comté de Temiscamingue, au nord de la ligne 48^e de latitude, et ne formant partie d'aucune municipalité organisée nous a été présentée demandant d'ériger en municipalité cette portion de territoire, sous le nom de la municipalité de la partie ouest du canton de La Motte ;

ATTENDU que le canton de La Motte a été érigé par proclamation du 9 décembre 1916 ;

ATTENDU que la partie dudit canton de La Motte, que l'on demande d'ériger en municipalité est voisine de la municipalité de la partie ouest des cantons unis de Figuery et Dalquier et qu'il nous a été démontré que plus de 100 lots compris dans cette portion de territoire ont été octroyés pour fins de colonisation ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que la description technique et le plan de ce territoire ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités exigées par la loi ont été remplies, et qu'en conséquence nous avons jugé à propos de faire droit à ladite requête.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions de ladite loi 6 George V, chapitre 8,

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS under and by virtue of the provisions of the Act 6 George V, chapter 8, the Lieutenant-Governor in Council, on the application of fifteen owners or occupants residing in a township duly erected and situate in the territory of the counties of Pontiac and Temiscamingue situate to the north of the 48th parallel of latitude, may create a municipality of a township or of united townships, provided there be, in such township or such united townships, which must be adjoining and situated in the same county, at least one hundred lots granted for settlement purposes ;

WHEREAS under the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may annex to any local municipality erected under the said act, any portion of a territory situated in one or more adjacent townships in the same county, and which do not form part of a municipality previously organized, or may erect such portion of territory into a local municipality of part of a township, if it fulfills the requirements of section 1 of the said act, that is to say provided there be in this portion of territory, at least one hundred lots granted for settlement purposes, and if the erection into a municipality of such portion of territory is applied for by at least fifteen proprietors or occupants residing therein ;

WHEREAS a petition signed by twenty proprietors residing in that part of the township of La Motte hereafter described situated to the west of the Harricana river, in the second municipal division of the county of Temiscamingue to the north of the 48th parallel of latitude and not forming part of any organized municipality has been presented to Us praying for the erection of this portion of territory into a municipality, under the name of "The municipality of the west part of the township of La Motte ;

WHEREAS the township of La Motte was erected by proclamation of the 9th of December, 1916 ;

WHEREAS that part of the township of La Motte, whereof the erection into a municipality is applied for is adjacent to the municipality of the west part of the united townships of Figuery and Dalquier, and that it hath been shewn to Us that over 100 lots comprised within this portion of territory have been granted for settlement purposes ;

WHEREAS it hath been shewn to Us that the technical description and plan of this territory have been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled, and that in consequence We have deemed it expedient to grant the said application ;

NOW KNOW YE, that with the consent and advice of Our Executive Council, and in accordance with the provisions of the said act 6 Geo. V,

Nous déclarons par les présentes que la partie du canton de La Motte située à l'ouest de la rivière Harricana, et dont les bornes sont les suivantes :

Au nord, la municipalité de la partie ouest des cantons-unis de Figury et Dalquier, à la limite sud du canton de Figury ;

Au sud, la ligne limitative entre les cantons de La Motte et de Malartic ;

A l'est, la rivière Harricana ;

A l'ouest, le canton de Preissac, est érigée en municipalité et formera à l'avenir une municipalité sous le nom de "La municipalité de la partie Ouest du canton de La Motte", à compter de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN** : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce TRENTIÈME jour de MAI en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2107

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—**SALUT** :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'une
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général suppléant. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

chap. 8, We declare, by these presents that the part of the township of La Motte situated to the west of the Harricana river, the boundaries whereof are the following :

On the north, the municipality of the west part of the united townships of Figury and Dalquier, to the south boundary line of the township of Figury ;

On the south, the divisional line between the townships of La Motte and of Malartic ;

On the east, the Harricana river ;

On the west, the township of Preissac, is erected into a municipality and shall henceforth from this day form a municipality, under the name of "The municipality of the west part of the township of La Motte".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS** : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, the THIRTIETH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2108

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—**GREETING** :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **W**HEREAS in and
Acting Deputy- } by virtue of the
Attorney-General. } provisions of the Muni-
cipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Raphael, comté de Bellechasse, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village sous le nom de la municipalité du village de Saint-Raphael ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie, et qu'après érection en municipalité séparée il restera la municipalité d'où ce territoire a été détaché une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire et le plan original, fait selon les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que les subdivisions cadastrales, ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la municipalité du village de Saint-Raphael ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire, dans le comté de Bellechasse, à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Raphael", est pris dans le rang un (1) de la seigneurie de Saint-Michel et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphael ; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raphael, sont les suivantes :

Au nord-ouest : le front du rang un (1), ou ligne entre ce rang un (1) et les fiefs "Vide" ;

Au sud-est : une ligne parallèle à et distante de douze (12) arpents dudit front du rang un (1) ;

Au nord-est : le lot cadastral No trois cent onze (311) ;

Au sud-ouest : les lots Nos quatre cent vingt-cinq (425) et quatre cent vingt-sept (427) ; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphael et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Raphael" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'hôtel du gouvernement, de Notre Province de QUÉBEC, ce QUATRIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Saint Raphael, county of Bellechasse, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality under the name of "The municipality of the village of Saint-Raphael" ;

WHEREAS it hath been shown to us that this territory contains at least forty inhabited houses space not exceeding sixty arpents and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory and original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, have been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the municipality of the village of Saint Raphael ;

NOW KNOW YE that by with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory, in the county of Bellechasse, to be erected into a distinct municipality, under the name of "The municipality of the village of Saint-Raphael" is taken in range one (1) of the seigniory of Saint-Michel and shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Raphael ; its boundaries with reference to the official cadastre of the parish of Saint-Raphael, are the following :

On the northwest : the front of range one (1) or line between this range one (1) and the fiefs "Vide" ;

On the southeast : a line parallel to and twelve arpents distant from the said front of range one (1) ;

On the northeast : the cadastral lot number three hundred and eleven (311) ;

On the southwest : the lots numbers four hundred and twenty five (425) and four hundred and twenty seven (427) ; shall be detached from the municipality of the parish of Saint Raphael, and shall henceforth from this day, form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Saint, Raphael" .

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this FOURTH day of JUUNE, in the Year of Our Lord, one

vingt et un de l'ère chrétienne et de
Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-sécraire de la province,

2111

C.-J. SIMARD.

thousand nine hundred and twenty one
and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2112

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
lande et des possessions britanniques au delà
des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des
Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou
qu'elles peuvent concerner—SALUT :

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général-Suppléant.

ATTENDU qu'en vertu des disposi-
tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouver-
neur en Conseil peut, par une proclamation
publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle
entrera en vigueur à la date y mentionnée,
ordonner l'érection de municipalités de village ou
de campagne, la division de ces municipalités ou
leur annexion en tout ou en partie, à d'autres
municipalités, de ville ou de village, dans
un seul et même comté, ou encore ordonner
le changement des limites de celles déjà existantes,
pourvu que ce soit à la requête de la majorité des
propriétaires de biens-fonds compris dans les
limites du territoire dont l'érection en munici-
palité ou la division ou l'annexion à une munici-
palité est demandée et pourvu aussi qu'après tel
changement, chaque municipalité conserve, selon
le cas, la population ou le nombre d'habitations
requis par la loi ;

Attendu qu'une requête signée par la majorité
des propriétaires de biens-fonds compris dans
un certain territoire situé dans la municipalité
du canton de Matane, concernant et erronement
désignée sous le nom de "la municipalité de la
paroisse de Saint-Ulric-de-la-Rivière-Blanche",
dans le comté de Matane, Nous a été présentée,
demandant l'érection de ce territoire en munici-
palité de village, sous le nom de la municipalité
du village de Saint-Ulric ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce
territoire contient au moins quarante maisons
habitées, dans une étendue n'excédant pas
soixante arpents en superficie, et qu'après son
érection en municipalité séparée, il restera dans la
municipalité d'où ce territoire a été détaché, une
population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la
description technique de ce territoire et le plan
original, fait selon les exigences de la loi, et figu-
rant le territoire dont l'érection en municipalité
de village est demandée, ainsi que les subdivisions
cadastrales, ont été approuvés par Notre Ministre
des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la
loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous
avons jugé à propos de faire droit à la requête qui
Nous a été présentée pour l'érection de la munici-
palité du village de Saint-Ulric ;

A ces causes, du consentement et de l'avis de
Notre conseil exécutif, et conformément aux
dispositions du code municipal de Notre province

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland and of
the British Dominions beyond the Seas, KING,
Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern,—GREETING :

J.-A. HUDON,
Acting-Deputy-
Attorney-General.

WHEREAS in and by
virtue of the pro-
visions of the Municipal
Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-
Governor-in-Council may, by proclamation,
published in the "*Quebec Official Gazette*", which
shall come into force on the date therein mention-
ed, order the erection of village or rural munici-
palities, the divisions of such municipalities or
their annexation, in whole or in part, to other
municipalities, whether of cities, towns or villages,
in one and the same county, or also order the
alterations of the boundaries of those already
existing, provided that application to that
effect be made by the majority of the proprietors
of immoveable property situated within the
limits of the territory whereof the erection into
a municipality or the division or the annexation
to a municipality, is applied for, and provided
also that, after such change, each municipality
still possesses, as the case may be, the population
or the number of inhabited houses required
by law ;

Whereas, a petition signed by the majority
of the proprietors of the immoveable property
comprised within that certain territory situated
in the municipality of the township of Matane,
respecting and erroneously designated under the
name of "the municipality of the parish of Saint-
Ulric-de-la-Rivière-Blanche", in the county of
Matane, has been presented to Us, making
application to erect this territory into a village
municipality under the name of the municipality
of the village of Saint-Ulric ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this
territory contains at least forty inhabited houses
within a space not exceeding sixty superficial
arpents, and that after its erection into a dis-
tinct municipality there shall still remain in the
municipality from which this territory has been
detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that
the technical description of the said territory and
the original plan made according to the require-
ments of the law, and showing the territory sought
to be erected into a village municipality, as well
as the cadastral subdivisions, have been approved
by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law
have been complied with and that in consequence
We have deemed fit to grant the application made
to Us for the erection of the municipality of the
village of Saint-Ulric ;

Now Know Ye, that by and with the advice
and consent of Our Executive Council and pur-
suant to the provisios of the Municipal Code of

de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Ulric", dans la première division municipale du comté de Matane, provient de la municipalité originelle du canton de Matane et ses limites, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, pour le deuxième rang dudit canton de Matane, sont décrites comme suit, savoir :

Partant du point où aboutit au fleuve Saint-Laurent la ligne séparant le lot No 19d du lot No 19e, cette ligne prolongée vers le sud-est en travers l'emprise du chemin de fer "Canada and Gulf Terminal" et la ligne qui lui fait suite au nord-est du lot No 19c, jusqu'à une distance de douze chaînes cinquante chaînons de l'axe dudit chemin de fer ; de là, dans une direction sud-ouest, une ligne menée en travers les lots Nos 19c, 19b, 18—coupant la route qui se situe sur le lot 18 à douze chaînes cinquante chaînons également au S.-E. de l'axe du chemin de fer—et prolongée jusqu'à la ligne divisant le lot No 17k entre la compagnie Roy limitée et le sieur A.-E. Talbot, puis cette dernière ligne, en la suivant vers le sud-est, jusqu'au fronteau du troisième rang ; de là, ce fronteau jusqu'à trois (3) chaînes en deça du chemin de communication entre le deuxième et le troisième rangs, puis une ligne menée vers l'ouest, à trois (3) chaînes pareillement au nord dudit chemin de communication et s'établissant par tronçons continus en travers les lots Nos 17k, 17f, 16o, 16n, 16m-1, 16j-1, 16h-1, 16g-1, 16d-1, 16a-1, jusqu'à la ligne séparant ce dernier lot du lot No 15p ; de là, vers le nord-ouest, cette ligne et celle qui lui fait suite entre les lots Nos 15n et 16a, jusqu'au fleuve Saint-Laurent, puis le dit fleuve Saint-Laurent, en en descendant son cours, jusqu'au point de départ : sera détachée de la municipalité du canton de Matane et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Ulric", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de Québec, ce QUATRIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt et un de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province.

C.-J. SIMARD.

2121

Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Saint-Ulric", in the first municipal division of the county of Matane, is derived from the original municipality of the township of Matane and its boundaries according to the official cadastre of the parish of Saint-Ulric, for the second range of the said township of Matane, are described as follows, to wit :

Starting from the point where the line dividing the lot No. 19d from the lot No. 19e ends on the river Saint Lawrence, the said line prolonged towards the southeast across the right of way of the Canada and Gulf Terminal railway and the line following it on the northeast of the lot No. 19c, for a distance of twelve chains and fifty links from the axis of the said railway, thence, in a southwesterly direction, a line drawn across the lots Nos. 19c, 19b, 18—crossing the road situated on the lot 18 at twelve chains and fifty links also on the S.-E. of the axis of the railway—and prolonged to the line dividing the lot No. 17k between la compagnie Roy limitée and Sieur A.-E. Talbot, then this latter line on following it towards the southeast to the fronteau of the third range ; thence, the said fronteau for three (3) chains on this side of the communication road between the second and the third ranges, then a line drawn towards the west for three chains likewise on the north of the said communication road and being established by continuous pieces across the lots Nos. 17k, 17f, 16o, 16n, 16m-1, 16j-1, 16h-1, 16g-1, 16d-1, 16a-1, to the line dividing the latter lot from the lot No. 15p ; thence, towards the northwest, the said line and that following it between the lots Nos. 15n and 16a, to the river Saint Lawrence, then the said river Saint Lawrence by descending its course, to the point of departure ; shall be detached from the municipality of the township of Matane, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint-Ulric".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FOURTH day of the month of JUN 4, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2122

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :—

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions de l'article 3109
des Statuts refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur d'abolir toutes cours de circuit de comté ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice d'abolir la "Cour de Circuit dans et pour le comté de Rimouski, maintenant Matane, à Saint-Jérôme de Matane".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis du Conseil exécutif de Notre province, nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'à compter de la publication de notre présente proclamation, la "COUR DE CIRCUIT DANS ET POUR LE COMTE DE RIMOUSKI, MAINTENANT MATANE, A SAINT-JEROME DE MATANE", tenue jusqu'ici à Saint-Jérôme de Matane, soit abolie, et en conséquence de la suppression de cette Cour, Nous réglons et ordonnons que les registres, archives et dossiers qui y sont déposés, soient transmis sans délai dans le greffe de la Cour de Circuit, à Rimouski qui est le chef-lieu du district.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce HUITIEME jour du mois de JUIN, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un, et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2123

C.-J. SIMARD.

Lettres patentes

"J.-L. Sanschagrin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mai 1921,

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } **W**HEREAS under
Acting Deputy } and by virtue
Attorney General. } of the provisions of article 3109 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may abolish any county Circuit Court ;

WHEREAS it hath been shewn to Us that it is in the interest of the proper administration of justice to abolish the "Circuit Court in and for the county of Rimouski, now Matane, at Saint-Jérôme-de-Matane";

NOW KNOW YE, that with the consent and advice of the Executive council of Our Province, We have ruled and ordered, and, by these presents, rule and order, that on and from the publication of Our present proclamation, the "CIRCUIT COURT IN AND FOR THE COUNTY OF RIMOUSKI, NOW MATANE, AT SAINT-JEROME-DE-MATANE" held up to this day at Saint-Jérôme-de-Matane, be abolished, and in consequence of the abolition of the said Court, We rule and order that the books, papers and records deposited therein be transmitted without delay to the office of the clerk of the Circuit Court, at Rimouski which is the chief place of the district.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this EIGHTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2124

Letters patent

"J.-L. Sanschagrin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of May, 1921, incorporating:

constituant en corporation : Joseph Sanschagrin, courtier ; Pierre-J.-O. Boucher, comptable, tous deux de la cité des Trois-Rivières ; Pierre-Damien Sanschagrin, agent de la compagnie de Chemin de fer Canadien du Pacifique, Lachevrotière, Portneuf, dans les buts suivants :

Faire en gros et en détail le commerce de farine, grains, provisions, produits de la ferme, aliment et denrées alimentaires de toutes sortes et le commerce général de tous les effets et marchandises de quelque nature et description que ce soit et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication desdits effets et marchandises ;

Importer, fabriquer, exporter, manufacturer, produire, acheter, vendre et échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant auxdits commerces ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y rattacher ;

Agir comme agents manufacturiers, de producteurs et de commerçants en semblables matières ;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des propriétés mobilières et immobilières utiles à leur entreprise ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes et prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toutes natures réels ou personnels, dans le cours de notre commerce et dans l'exploitation de notre entreprise ;

Acheter des crédits de toutes personnes, corporations, faillite et liquidation et les recouvrer et les revendre ;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant ;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débentures, actions, hypothèques ou autres garanties de la manière et aux conditions qui seront déterminées par le bureau de direction ;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptible d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus ;

Liquidier volontairement les affaires de la compagnie ou une partie de ses affaires, et dissoudre la compagnie, pourvu que cette liquidation et dissolution soient décidées par le vote d'actionnaires représentant au moins les trois quarts en valeur du capital actions souscrit de la compagnie à une assemblée des actionnaires spécialement convoquée à cette fin et faire cette liquidation au temps et en la manière non contraires aux lois qui seront fixées par résolution adoptée de la même manière ;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles à toute personne ou personnes, compagnies ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et particulièrement pour les actions

Joseph Sanschagrin, broker ; Pierre-J.-O. Boucher, accountant, both of the city of Three Rivers ; Pierre-Damien Sanschagrin, "Canadian Pacific Railway" agent, Lachevrotière, Portneuf, for the following purposes :

To carry on a wholesale and retail business in flour, grain, provisions, farm produce, foodstuffs, alimentary products of every kind, and a general business in all goods and merchandise of every kind and description whatever, and to carry on and exploit any business for the preparation and manufacture of said goods and merchandise ;

To import, export, manufacture, produce, buy, sell, exchange any products, merchandise, goods and wares incidental to the above businesses and any raw products necessary for their manufacture or connected therewith ;

To act as manufacturers' agents, producers and dealers in similar goods ;

To accept, own, exploit, lease, exchange, sell and alienate moveable and immoveable property useful to its undertaking or for the recovery of claims or to facilitate and assure the recovery thereof ; accept and receive immoveables and hypothecs in payment of or as security for existing debts, to take, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of every kind, real or personal in the course of its business or in the carrying on of its undertaking ;

To purchase the credits of any persons, corporations, insolvency and liquidation and recover and resell same ;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interest and undertakings, reciprocal concession or co-operation with any persons, firms, companies, corporations or associations engaged in or about to engage, in any business or undertaking which the present company is authorized to carry on, or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company ;

To employ its funds, in whole or in part, in the purchase of shares of other companies or corporations and invest them in all kinds of securities real or personal, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other guarantees in the manner and upon the conditions that may be determined by the board of directors ;

To do everything incidental to the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its objects and carry on any trade or business capable of being carried on in conjunction with those above mentioned ;

To voluntarily wind up the affairs of the company or a part of its affairs and dissolve the company, provided that such winding up and dissolution be decided by the vote of shareholders representing not less than three quarters in value of the subscribed capital stock of the company at a meeting of the shareholders specially called to that effect and to carry out the winding up of the company at the time and in the manner not contrary to the laws that may be fixed by resolution adopted in the same manner ;

To sell, assign, alienate its franchises and all or any of the rights, privileges and powers held by the company together with its undertakings or any part thereof to any person or persons, company or companies for such price and consideration and on such terms and conditions as it may think convenient and in particular for shares.

soit privilégiées ou ordinaires, les bons obligations ou autres valeurs de telles compagnies ;

Faire toutes choses pertinentes pour aider à l'accomplissement des objets ci-dessus, sous le nom de "J.-L. Sanschagrin, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2099 C.-J. SIMARD.

" Home Cannery Association, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour de mai 1921, constituant en corporation : Jules-Maurice Bernier, Jean-Baptiste Desrochers, comptables ; et Joseph Séguin, dessinateur ; tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers, expéditeurs et marchands de denrées en boîtes, de condiments, marinades, confitures, gelées, conserves, friandises de la table, articles et effets d'épicerie, viandes ou aliments apprêtés ; faire affaires comme planteurs, expéditeurs, exportateurs, importateurs et marchands de semences, produits agricoles, maraichers et laitiers, ainsi que de tous autres produits alimentaires, et en rapport avec le commerce de la compagnie, établir des magasins, agences, dépôts et d'autres débits pour vendre les produits de la compagnie ; faire affaires comme entreposeurs, y compris l'exploitation d'entrepôts frigorifiques ;

Manufacturer et faire commerce de bidons, boîtes, jarres, récipients, étiquettes et accessoires du commerce des conserves ;

Acheter, vendre, manutenter et trafiquer en gros et au détail de denrées, articles et choses de toute espèce dont peut convenablement trafiquer la compagnie en rapport avec aucun de ses objets ;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens appropriés aux objets de la présente compagnie, les payer en actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie, privilégiées ou ordinaires, ou en obligations, en débetures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation ;

Acheter ou autrement acquérir des formules, recettes, procédés, lettres-patentes, marques et noms de commerce ou droits d'auteurs relatifs aux produits de la compagnie, aucuns droits ou intérêts en ceux, ou dans le procédé de fabrication ou de vente ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible de profiter

common or preferred, bonds, debentures or other securities of such companies ;

To do all things incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "J.-L. Sanschagrin, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,
2100 Assistant Provincial Secretary.

" Home Cannery Association, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1921, incorporating : Jules-Maurice Bernier, Jean-Baptiste Desrochers, accountants ; and Joseph Séguin, draughtsman ; all from the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as a manufacturer of, shipper and dealer in all kinds of canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, table delicacies, grocers' sundries and supplies and prepared meats or foods ; to carry on business as a grower, shipper, exporter, importer and dealer in seeds, farm, garden and dairy produce and all other food products and in connection with the business of the company to establish stores, agencies, depots and other markets for the sale of the products of the company ; to carry on the business of warehousemen, including the operation of cold storage warehouses or plants ;

To manufacture and deal in cans, boxes, jars, containers, labels and canner's supplies ;

To buy, sell, handle and deal in, both wholesale and retail, commodities, articles and things of all kinds which can be conveniently dealt in by the company in connection with any of its objects ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of his company, and to pay therefor in fully paid-up or partly paid-up preference or ordinary shares of the company, or in the bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation ;

To purchase or otherwise acquire any formulae, recipes, processes, letters patents, trade marks, trade names or copyrights relating of the products of the company, or any rights or interest in the same, or in the mode of manufacturing or selling the same ;

To apply for purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated

directement ou indirectement à la corporation, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter, souscrire ou acquérir par souscription originaire, ou en échange d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement, détenir, vendre ou autrement, aliéner des actions, du capital ordinaire ou privilégié, des débentures, bons ou autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, voter sur toutes actions ainsi détenues par l'entremise d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront ;

Conclure, avec aucune autorité municipale, locale ou autre, aucun arrangement qui semblera approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de cette autorité les droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, et exercer, remplir et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la corporation ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, employer les moyens qui paraîtront convenables et spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et des périodiques, par octroi de prix, récompenses et dons ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres et soit seuls soit avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Payer par émission d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, aussi utiliser et employer son excédant de recettes ou ses bénéfices accumulés qu'autorise le règlement comme réserve pour acheter ou acquérir de la propriété ou son propre fonds social, de temps à autre, pour les montants, de la manière et aux conditions que déterminera le conseil d'administration ;

Se fusionner ou s'unir avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Distribuer aucune propriété de la compagnie en nature aux actionnaires, sous le nom de "Home Canners Association, Limited"—"Associations des Fabricants de Conserves Domestiques, Limitée", avec un fonds social total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise or develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To pay by issue of bonds, debentures or other securities as well as to use and apply its surplus earnings or accumulated profits authorized by law to be reserved to the purchase or acquisition of property and the purchase and acquisition of its own preferred capital stock from time to time, to such extent and in such manner and upon such terms as the board of directors shall determine ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute any of the property of the company in kind among the shareholders, under the name of "Home Canners Association Limited—Association des Fabricants de Conserves Domestiques, Limitée", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

2113

C.-J. SIMARD.

"Asbestos Separating & Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de mai 1921, constituant en corporation : John MacNaughton, avocat ; James-Geary Cartwright, James-Bennett Taylor, gérants, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Se livrer aux opérations qui consistent à miner, manufacturer, laminier, concentrer, convertir, fondre, réparer, traiter, préparer pour le marché, acheter, vendre, échanger ou autrement rechercher les produits miniers, à trafiquer de l'or, de l'argent, de l'amiant, du cuivre, du plomb, du zinc, du fer, des gisements pétroliers, ainsi que de toute sorte de minerais, métaux et minéraux, des produits d'iceux de toute catégorie et description, par tous procédés quelconques de production et généralement sans limite quantitative ;

Acheter, vendre, échanger, louer, acquérir et trafiquer de terrains, mines et minéraux, droits et prétentions sur les produits plus haut mentionnés, exercer aussi tous commerces s'y rattachant ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des forces hydrauliques, terrains, droits de passage pour réseaux ou pour d'autres fins, et les payer en argent, ou avec des obligations, des actions de la compagnie, ou partie d'une manière et partie de l'autre ; acquérir de même et payer, bâtir, construire et maintenir des barrages, moulins, bâtisses, usines, poteaux, postes secondaires et apprêts afférents ou s'y rattachant, et généralement pourvoir, acheter, louer ou autrement acquérir et construire, poser, ériger, établir, exploiter, entretenir et faire tous travaux, les usines et appareils pour générer, accumuler, transmettre, fournir, utiliser et employer l'électricité aussi générer, accumuler et distribuer l'électricité pour l'éclairage électrique, le chauffage et la force motrice, pour fins industrielles et autres, faire des contrats et conventions pour fournir l'éclairage électrique, le chauffage et la force motrice dans les comtés de Bonaventure et Gaspé, dans la province de Québec, faire des excavations et forages, faire, bâtir, construire, ériger, poser et entretenir des réservoirs, structures, tuyaux et appareils, faire aussi tous autres travaux et choses nécessaires pour parvenir à emmagasiner, vendre, livrer, mesurer et distribuer de l'eau pour créer, entretenir ou développer la force hydraulique, électrique ou autre énergie mécanique, pour d'autres fins de la compagnie, pourvu que l'exercice de ces pouvoirs, hors la propriété de la compagnie, soit sujet à la législation et réglementation municipale y relatives ;

Acheter, acquérir, aucun intérêt dans, détenir, utiliser, occuper, vendre et transférer de la propriété foncière, des minéraux, machines, vaisseaux, véhicules actionnés par la vapeur, l'électricité ou autrement, et d'autres propriétés, aussi miner, manufacturer, réparer, fondre, traiter, affiner d'aucune façon et manière, par aucun procédé, produire du minerai, des minéraux, produits métalliques ou autres, et à ces fins faire

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2114

"Asbestos Separating & Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1921, incorporating : John MacNaughton, advocate ; James-Geary Cartwright, James-Burnett Taylor, managers ; all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of mining, manufacturing, milling, concentrating, converting, smelting, separating, treating, preparing for market, buying, selling, exchanging and otherwise prospecting for products, and dealing in gold, silver, asbestos, copper, lead, zinc, iron, oil lands and in all kinds of ores, metals and minerals and in the products and by-products thereof of every kind and description, and by whatsoever process the same can be or may be produced, and generally and without limit as to amount ;

To buy, sell, exchange, lease, acquire and deal in lands, mines and minerals, rights and claims and in the above specified products, and to conduct all business appertaining thereto ;

To acquire by purchase, lease or otherwise water powers, lands, rights of way for pole lines or other purposes, and to pay for the same either in cash or with bonds or shares of the company, or partly in one and partly in the other ; in the same way to acquire and pay for, build, erect and maintain dams, mills, buildings, works, pole lines, sub-stations and fittings thereof or in connection therewith, and generally to provide, purchase, lease or otherwise acquire and to construct, lay down, erect, establish operate, maintain and carry on all necessary works, plant and apparatus connected with the generation, accumulation, transmission, supply, use and employment of electricity, and to generate, accumulate and distribute electricity for the supply of electric light, heat and motive power and for industrial and other purposes, and to enter into contracts, and agreements for the supply of electric light, heat and motive power in the counties of Bonaventure and Gaspé, in the Province of Quebec, and to sink wells and shafts and to make, build, construct, erect, lay down and maintain reservoirs, works, pipes and appliances, and to do all other works and things necessary for obtaining the storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the erection, maintenance or development of hydraulic, electrical or other mechanical power or for any other purpose of the company, providing that when exercised outside of the property of the company the powers contained in this clause shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf ;

To purchase, acquire any interest in, hold, use, occupy, sell and convey real estate, minerals, machinery, vessels, vehicles propelled by steam, electricity or otherwise, and other property, and to mine, manufacture, separate, smelt, dress, refine and in every way and in any manner, and in every or any process, to produce ore, minerals, and metallic or other products and for such purposes make and execute all necessary and

et exécuter tous travaux nécessaires et appropriés, faire tous actes nécessaires et appropriés, construire et maintenir tout fourneaux, forges, fonderies, tuyauteries, raffineries, usines, engins, maisons et bâtiments convenables, et si nécessaires, acquérir des patentes, privilèges, ou, par cession, licence ou autrement, le droit d'employer aucune patente, invention connexe aux objets précités construire et faire, acheter détenir, ou louer, altérer, maintenir et exploiter des routes, chemins, barges, vaisseaux ou steamers pour transporter les marchandises, les minéraux ou autres biens faits et manufacturés avec les mines et aux usines de la compagnie, d'une place à l'autre, en transit, ou ailleurs, faire aussi tous autres commerces nécessaires et habituellement exercés avec icelui, construire des quais, docks et autres structures et machines se rapportant au commerce de la compagnie ;

Agir comme pourvoyeurs généraux, donner la nourriture, le logement, le vêtement et les vivres et généralement toutes fournitures à ceux employés dans ou près des usines de la compagnie, faire des contrats d'approvisionnement ;

De temps à autre solliciter, acheter, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps constitué peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, affecter aucune des actions de la compagnie, des obligations et valeurs à en solder les frais, le coût et les dépenses nécessaires ;

Exercer aucun autre commerce ou industrie semblable, mais connexe aux objets de la compagnie qui semblera à la compagnie possible d'être utilement exercé en rapport avec ses affaires ou de nature, directement ou indirectement à augmenter la valeur ou à rendre profitable aucune des propriétés ou des droits de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, procédés secrets, marques de commerce, plans industriels, baux, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie ; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter ou autrement acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un commerce dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débiteures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits, prétentions, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, émettre aussi ces actions entièrement libérées, ces obligations ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel, ou en échange pour des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable ou se rattachant à la présente compagnie ;

proper works, and to do all necessary and proper acts and to erect and maintain all suitable furnaces, forges, smelters, pipe lines, refineries, mills, engines, houses and buildings, and if necessary to acquire any patent, privileges or by assignment, license or otherwise, the right to use any patent, invention connected with the purposes aforesaid, and to construct and make, purchase, hold, or lease alter and maintain and operate any roads, ways, barges, vessels or steamers for the transportation of goods, minerals or other property manufactured and unmanufactured, from and to the mines and works of the company, and from or to any place or trans-shipment, or elsewhere, and to do all other business necessarily and usually performed on the same, and to construct, wharves, docks and other works and machinery in connection with the business of the company ;

To act as general storekeepers and provide board and lodging, clothing and provisions and generally all supplies to those engaged in or about any of the company's works and to contract for the providing of the same ;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, right, privilege and concession which any government, authorities, supreme, municipal and local, make or grant, and to pay for, aid in, contribute towards carrying into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, but germane to the foregoing objects, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or the objects of the company ;

To apply for or purchase or otherwise acquire any patents, licenses, secret processes, trade-marks, industrial designs, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use or any secret or other information, as to any invention which may seem capable of being used, for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit this company and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights interest or information so acquired ;

To purchase or otherwise acquire, or undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business with objects similar in whole or in part to those of the company, or possessing property suitable for the purposes of the company ;

To issue paid up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this company ;

Former, organiser et fonder une ou plusieurs autres compagnies, à responsabilité limitée, dont les objets sont semblables ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, aussi souscrire, prendre, acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner des actions ou débetures, des bons ou obligations d'aucunes telles compagnies, garantir le paiement des valeurs émises par aucune telle compagnie ;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie, corporation ou personne exerçant, se livrant à aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, et acquérir, détenir, nantir ou autrement disposer d'actions, obligations ou autres valeurs ;

Recevoir et accepter des obligations, parts ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'ouvrage fait, de matériaux fournis en rapport avec le commerce de la compagnie ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, ou dépenses à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme, compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner ou se joindre à aucune telle compagnie ;

Prélever, aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures, d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne, société, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucuns biens, aucunes valeurs de la compagnie et spécialement les actions, débetures ou valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies qui aurait acheté, assumé ou autrement acquis, soit en tout soit en partie, la propriété, l'actif ou le passif de la présente compagnie ;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise et de l'actif de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, soit en une seule fois ou de temps à autre, comme la compagnie le croira à propos, et moyennant les prix, aux termes et conditions que la compagnie croira appropriés ; le prix pourra être payable, si on le juge à propos, en tout ou en partie, comme la compagnie le déterminera, en actions, obligations, en débetures ou avec d'autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Faire des donations et souscriptions pour aucun objet apparemment propre à procurer les intérêts de la compagnie, créer et contribuer à des pensions et autres fonds et plans de secours aux per-

To form, promote and establish any other company or companies with limited liability, having objects similar or partly similar to those of this company, and to subscribe for and take, acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares or debentures, bonds or obligations of any such companies or company and guarantee the payment of any securities issued by any such company ;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in and to acquire, hold, pledge or otherwise dispose of shares, bonds or other securities ;

To receive and accept bonds, debentures, shares or other securities in payment or part payment for work done or materials supplied in connection with the business of the company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership or company carrying on or engaged in, or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or to join with with any such company ;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise of any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such persons with whom the company may have business relations ;

To invest monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have been purchased, taken over or otherwise acquired, either in whole or in part, for the property, assets or liabilities of this company ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the entire undertakings and assets of the company, or any part or portion thereof, either at one time or from time to time, as the company may consider expedient and for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem proper : the consideration price may be payable, if deemed advisable, in whole or in part as the company may determine in shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To enter into any arrangement with any government or authorities, supreme, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with or sell and dispose of any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To make donations and subscriptions to any object likely to promote the interests of the company, and to create and contribute to pensions and other funds and schemes for

sonnes employées par la compagnie, aux épouses veuves, enfants ou dépendants d'aucune telles personnes, souscrire ou accorder de l'argent pour fin charitable ou d'intérêt public ;

Faire tous actes et choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, ou d'aucun d'iceux, exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, connexe aux fins et objets mentionnées, et que la compagnie croira propre à être convenablement exercé par la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur de ses biens ou droits ou de les rendre profitables ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "Asbestos Separating & Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2079 C.-J. SIMARD.

the benefit of the persons employed by the company, or the wives, widows, children or dependants of any such persons, and to subscribe or grant the money for any charitable or public object ;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights ;

To join with any other company having objects similar to those of this company, under the name of "Asbestos Separating & Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,
2080 Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

CONSEIL EXECUTIF

Québec, 4 juin 1921.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil,

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce, dans le comté de Beauce, le deuxième jour de mai 1921, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce, dans le comté de Beauce, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

Québec, 4 juin 1921. 2135

Département de l'Instruction publique

553-21.

Québec, 7 juin 1921.

On demande l'érection en municipalité scolaire séparée pour les protestants seulement, sous le nom de "Pointe-Claire & Beaconsfield", limites comme ci-devant, du territoire faisant actuelle-

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, 4th June, 1921.

Present : The Lieutenant-Governor in Council,

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Philibert-de-Beauce, in the county of Beauce, on the second day of May, 1921, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Philibert-de-Beauce, in the county of Beauce, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, 4th June, 1921. 2136

Department of Public Instruction

553-21

Quebec, 7th June, 1921.

Application is made to erect the real estate now forming the dissentient school municipality of ville de Pointe-Claire (including Beaconsfield, ville de Pointe-Claire and the parish of Pointe-

ment partie de la municipalité scolaire dissidente de la ville de Pointe-Claire (y compris Beaconsfield, ville de Pointe-Claire et paroisse de Pointe-Claire.)

2115—23 2

Claire) in the county of Jacques-Cartier, into a separate school municipality for protestants only, under the name of "Pointe-Claire & Beaconsfield", limits to remain as heretofore.

2116—23-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, P. Q.

Avis est par la présente donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Lucie-de-Beauregard", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles (art. 1859 et suivants).

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, 6 juin 1921.

2139

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard, county of Montmagny, P. Q.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club, in the county of Montmagny, under the name of "Farmers' club of the parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard", which is presently incorporated in accordance with the act respecting farmers' clubs (art. 1859 and following)

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 6th June, 1921.

2140

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

Les Statuts 11 Geo. V, 1921, sont maintenant prêts pour la distribution, et seront adressés à ceux qui en feront la demande sur réception de \$5.00, plus 26 cts pour frais de port.

2103—23-4

NOTICE

The Statutes 11 Geo. V, 1921, are now ready for distribution and will be mailed upon application to any address on receipt of \$5.00, plus 26 cts for postage.

2104—23-4

Je, soussigné, secrétaire de la "International Corporation of Canada, Limited", déclare par les présentes que le domicile légal de la présente corporation a permuté du No 112 rue Saint-François-Xavier, Montréal, P. Q., au No 1003 immeuble "Transportation", Montréal, P. Q.

En foi de quoi mon seing et le sceau de la compagnie apposés le 6 juin 1921, dans ladite cité de Montréal.

Le secrétaire,

2117

W.-M. BAKER.

I, the undersigned, Secretary of the "International Corporation of Canada, Limited", hereby declare that the registered office of this corporation has moved from 112 Saint-François-Xavier street, Montreal, P. Q., to No. 1003 "Transportation" building, Montreal, P. Q.

As witness my hand and seal of the company on this the 6th day of June, 1921, at the said city of Montreal.

W.-M. BAKER,

2118

Secretary.

Bureau-chef

Head Office

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU-CHEF

NOTICE OF CHANGING THE ADDRESS OF THE HEAD OFFICE

Avis est par le présent donné que Levinoff, Chapleau & Cailloux, Limited, compagnie constituée par lettres-patentes supplémentaires de la province de Québec, le 4 avril 1921, et dont le siège social est à Montréal, au commencement de la rue Frontenac, où son bureau a été établi jusqu'à date, l'a transféré à 121 rue du Pont, à Montréal, et dont la principale place d'affaires est à Montréal, au commencement de la rue Frontenac, où était situé son bureau jusqu'à date, l'a transféré à 121 rue du Pont, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce troisième jour de mai 1921.

Le président,

2137

EUGENE CHAPLEAU.

Notice is hereby given that Levinoff, Chapleau & Cailloux, Limited, company incorporated by supplementary letters patent of the Province of Quebec, dated the 4th April, 1921, and having its head office in Montreal, at the head of Frontenac street, where its office was situated up to to-day, has moved it to 121 Bridge street, Montreal, and having its principal place of business in Montreal at the head of Frontenac street, where its office was situated up to to-day, has moved it to 121 Bridge street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this third day of May, 1921

EUGENE CHAPLEAU,

2138

President

Examens—Examinations

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 5 juillet 1921.—Examinations, 5th July, 1921.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
1.—Archambault.....	L.-R.....	23	Saint-Jérôme...	Sém. Sainte-Thérèse.
2.—Bayliss.....	Wm.....	18	Montréal.....	Comm. & Technical High School & Cours de Boissieu.
3.—Bell.....	L.-O.....	20	".....	Cours de Boissieu.
4.—Blanshay.....	H.....	20	".....	Cours de Boissieu & Brother Boyce.
5.—Boyer.....	Alfred.....	23	".....	Coll. Sainte-Marie.
6.—Bruchési.....	Jean.....	20	".....	".....
7.—Coderre.....	C.-E.....	22	Saint-Ours.....	Univ. d'Ottawa.
8.—Cohen.....	L.-Z.....	21	".....	McGill University.
9.—Décarie.....	Geo.-A.....	19	".....	Coll. Loyola.
10.—Désy.....	Paul-Emile.....	19	Westmount.....	Coll. Ste-Marie.
11.—Echenberg.....	H.-L.....	22	Montréal.....	McGill University.
12.—Franklin.....	M.-H.....	22	".....	".....
13.—Geoffrion.....	Raynal.....	22	L'Assomption.....	Cours Leblond de Brumath.
14.—Guilbault.....	Guy.....	22	Joliette.....	Coll. de Joliette.
15.—Hannen.....	F.-R.....	18	Montréal.....	McGill University.
16.—Lachapelle.....	Pascal.....	21	Montréal.....	Coll. de l'Assomption.
17.—Leblanc.....	Gabriel.....	21	Napierville.....	Coll. Ste-Marie.
18.—Lidstone.....	Victor-John.....	21	Montréal.....	High School & McGill Univ.
19.—Long.....	J.-W.....	21	".....	St. Mary's College, Halifax.
20.—Macklaier.....	Wm.-F.....	20	".....	McGill University.
21.—McMahon.....	Edouard.....	16	".....	Catholic High School.
22.—Millman.....	Aaron.....	33	".....	McGill College.
23.—Notkin.....	B.-M.....	21	".....	McGill Univ. & Univ. de Montréal.
24.—Ozur.....	Philip.....	19	".....	Comm. & Technical High School.
25.—Prévost.....	Paul.....	21	".....	Coll. de l'Assomption.
26.—Silverstein.....	Moses.....	21	".....	McGill University.
27.—Vallin.....	A.-L.....	17	".....	Hoscote Coaching Establishment.
28.—Wolfe.....	C.....	19	".....	Catholic High School.

Le secrétaire du barreau de Montréal,

J.-P. BRAIS,

Secretary of the Bar of Montreal.

2129-30—23-2

Montréal, 6 juin—6th June, 1921.

DISTRICT DE BEDFORD—DISTRICT OF BEDFORD

No — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Gingras.....	Joseph.....	24	Waterloo.

Le candidat ci-dessus se présentera pour l'admission à la pratique aux prochains examens du barreau, en juillet 1921.—The above named will be a candidate for admission to the practice of law at the next examinations of the Bar, in July, 1921.

Le secrétaire du barreau de Bedford,

LOUIS-ARTHUR GIROUX,

Secretary of the Bar of Bedford.

2161—2162

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, 9 juin 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. J.-A.-Donat Chagnon, notaire, pratiquant et demeurant en la ville du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Jean Bourque, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
2155-23-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 9th June, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J.-A.-Donat Chagnon, notary, practicing and residing in the town of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Jean Bourque, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
2156-23-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Rules of Court

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9070.

Le 6 juin 1921

Présent : l'honorable Ls.-J. Loranger, J. C. S. Euclide Melançon, commerçant, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, district de Joliette demandeur ; vs Josaphat Dupuis, du même lieu ; défendeur ; et Odilon Goulet, commerçant, du village de Saint-Jacques, dit district, opposant.

Vu la requête dudit opposant, et allégation d'insolvabilité du défendeur, il est ordonné que les créanciers dudit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise dans la "Gazette officielle de Québec" à produire leur réclamation contre le défendeur sous quinze jours de la première insertion du présent avis dans ladite "Gazette officielle de Québec".

(Par la Cour)

Vraie copie,

DUCHARME & RIVEST, P. C. S.
2125-23-2

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9070.

On the 6th of June, 1921

Present : Hon. Justice Ls.-J. Loranger, J. S. C. Euclide Melançon, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, district of Joliette, trader, plaintiff ; vs Josaphat Dupuis, of the same place, defendant ; and Odilon Goulet, village of Saint-Jacques, district aforesaid, trader, opposant.

Seeing the petition of the said opposant, and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in, by two publications in the French and English languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette".

(By the Court)

True Copy,

DUCHARME & RIVEST, P. S. C.
2126-23-2

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9084.

Le 6 juin 1921.

Présent : l'honorable Ls.-J. Loranger, J. C. S. Wilfrid Dugas, commerçant, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, district de Joliette, demandeur ; vs Josaphat Dupuis, du même lieu, défendeur ; et Edmond Bertrand, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Julienne, dit district, opposant.

Vu la requête dudit opposant et allégation d'insolvabilité, du défendeur, il est ordonné que les créanciers dudit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise dans la "Gazette officielle de Québec" à produire leur réclamation contre le défendeur sous quinze jours de la première insertion du présent avis dans ladite "Gazette officielle de Québec".

(Par la Cour)

Vraie copie,

DUCHARME & RIVEST, P. C. S.
2127-23-2

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9084.

On the 6th June, 1921.

Present : Hon. Justice Ls.-J. Loranger J. S. C. Wilfrid Dugas, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, district of Joliette, trader, plaintiff ; vs Josaphat Dupuis, of the same place, defendant ; and Edmond Bertrand, of the parish of Sainte-Julienne, district aforesaid, farmer, opposant.

Seeing the petition of the said opposant and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in, by two publications in the French and English languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette".

(By the Court)

True copy,

DUCHARME & RIVEST, P. S. C.
2128-23-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 23.

Index of the Quebec Official Gazette, No 23.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Alder vs Heller	1264
" Charbonneau vs Limoges	1264
" Cowalchuck vs Criotori	1264
" Croteau vs Ross	1265
" Dagenais vs Guyon	1223
" Fontaine vs Payette	1264
" Levine vs Coblenz	1265
" Plouffe vs Leech	1265
" Provencher vs Langlais, fils	1265
" Schwartz vs Sheiner	1264
" Starr vs Levine	1263
" Trudel vs Lafrance	1263
" Yass vs Sheiner	1264

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1253

AVIS DIVERS :—

International Corporation of Canada, Lt'd	1295
Les Prévoyants du Canada	1265
Les Statuts de 1921	1295

BUREAU-CHEF :—

Levinoff, Chapleau & Cailloux, Lt'd	1295
---	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

Mackenzie River Oil, Lt'd	1266
---------------------------------	------

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce	1294
---	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité scolaire Canrobert	1260
Municipalité scolaire Laverendrie	1260
Municipalité scolaire Poularis	1260
Municipalité scolaire Sainte-Cécile-de- Lévrard	1260
Municipalité scolaire Sainte-Clotilde, vil- lage	1260
Municipalité scolaire Saint-Fulgence	1261
Municipalité scolaire Saint-Hilaire	1261
Municipalité scolaire Saint-Zénon-du- Lac-Amqui	1261
Municipalité scolaire, Beauport-Est	1258
Municipalité scolaire Languedoc à Au- thier	1259
Municipalité scolaire Sacré-Cœur - de- Jésus	1259
Municipalité scolaire Sacré-Cœur-de-Jé- sus, paroisse	1259
Municipalité scolaire Saint-Alexis, village —Saint-Alexis, paroisse	1259
Municipalité scolaire, Saint-Guillaume- des-Falaises	1259
Municipalité scolaire, Sault-au-Mouton, village	1259
Pointe-Claire & Beaconsfield	1294

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière	1261
---	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Alder vs Heller	1264
" Charbonneau vs Limoges	1264
" Cowalchuck vs Criotori	1264
" Croteau vs Ross	1265
" Dagenais vs Guyon	1223
" Fontaine vs Payette	1264
" Levine vs Coblenz	1265
" Plouffe vs Leech	1265
" Provencher vs Langlais, jnr	1265
" Schwartz vs Sheiner	1264
" Starr vs Levine	1263
" Trudel vs Lafrance	1263
" Yass vs Sheiner	1264

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1253

MISCELLANEOUS NOTICES :—

International Corporation of Canada, Lt'd	1295
Les Prévoyants du Canada	1265
The Statutes of 1921	1295

HEAD OFFICE :—

Levinoff, Chapleau & Cailloux, Lt'd	1295
---	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Mackenzie River Oil, Lt'd	1266
---------------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Parish of Saint-Philibert-de-Beauce	1294
---	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School municipality Canrobert	1260
School municipality Laverendrie	1260
School municipality Poularis	1260
School municipality Sainte-Cécile-de- Lévrard	1260
School municipality Sainte-Clotilde, vil- lage	1260
School municipality Saint-Fulgence	1261
School municipality Saint-Hilaire	1261
School municipality Saint-Zénon-du-Lac- Amqui	1261
School municipality, Beauport-East	1258
School municipality Languedoc to Au- thier	1259
School municipality Sacré-Cœur-de-Jé- sus	1259
School municipality, Sacré-Cœur-de-Jé- sus, parish	1259
School municipality, Saint-Alexis, village —Saint-Alexis, parish	1259
School municipality, Saint-Guillaume- des-Falaises	1259
School municipality, Sault-au-Mouton, village	1259
Pointe-Claire & Beaconsfield	1294

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Leasing of a water power and timber limit	1261
--	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Philippe-de-Laprairie.....	1262
Ocean Marine Insurance Company....	1263
The Ontario Equitable Life & Accident Ins. Coy.....	1262

EXAMEN :—

Mesureurs et classificateurs de bois....	1262
--	------

EXAMENS DU BARREAU :—

Arthabaska.....	1266
Bedford.....	1296
Montréal.....	1296

FAILLITE—AVIS DE :—

Caplin Waist & Dress Co., Lt'd, nom. liquidateurs.....	1266
La Compagnie J.-A. Gaulin, ltée, nom. liquidateurs.....	1267

LETTRES PATENTES :—

Asbestos Separating & Manufacturing Company, Lt'd.....	1291
Home Canners Association, Lt'd.....	1289
J.-L. Sanschagrin, ltée.....	1287
La Compagnie d'énergie électrique de Saint-Hubert.....	1258
Les Colons de l'Abitibi, ltée.....	1257

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Cercle agricole de Sainte-Lucie-de-Beauregard.....	1295
--	------

MINUTES DE NOTAIRE :—

Requête par M. L. de Gonzague Crépeau	1267
Demande par M. Alb. Pelletier.....	1267
Requête par M. J.-A.-Donat Chagnon..	1297
Transfert accordé à M. John Mulcair..	1267

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles : Municipalité Saint-Clément-de-Tourville.....	1261
--	------

ORDRES DE COUR :—

Dugas vs Dupuis.....	1297
Melançon vs Dupuis.....	1297

PROCLAMATIONS :—

Cour de circuit à Saint-Jérôme-de-Matane, abolie.....	1287
Cour du Banc du Roi, district de Beauce.	1254
Division d'enregistrement de Trois-Rivières.....	1281
Municipalité de Saint-Roch Ouest.....	1279
Municipalité du village de Sainte-Croix..	1255
Municipalité de la partie Ouest du canton de Lamothe.....	1282
Municipalité du village de Saint-Raphael.	1283
Municipalité du village de Saint-Ulric...	1285

TREASURY DEPARTMENT :—

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Philippe-de-Laprairie.....	1262
Ocean Marine Insurance Company....	1263
The Ontario Equitable Life & Accident Ins. Coy.....	1262

EXAMINATION :—

Log cullers and measurers.....	1262
--------------------------------	------

BAR EXAMINATIONS :—

Arthabaska.....	1266
Bedford.....	1296
Montreal.....	1296

BANKRUPT NOTICES :—

Caplin Waist & Dress Co., Lt'd, liquidators' appt.....	1266
La Compagnie J.-A. Gaulin, ltée, liquidators' appt.....	1267

LETTERS PATENT :—

Asbestos Separating & Manufacturing Company, Lt'd.....	1291
Home Canners Association, Lt'd.....	1289
J.-L. Sanschagrin, ltée.....	1287
La Compagnie d'énergie électrique de Saint-Hubert.....	1258
Les Colons de l'Abitibi, ltée.....	1257

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Cercle agricole de Sainte-Lucie-de-Beauregard.....	1295
--	------

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. L. de Gonzague Crépeau.....	1267
Application by Mr. Alb. Pelletier....	1267
Application by Mr. J.-A.-Donat Chagnon.	1297
Transfer granted to Mr. John Mulcair..	1267

APPOINTMENTS :—

School commissioners : Municipality Saint-Clément-de-Tourville.....	1261
---	------

RULES OF COURT :—

Dugas vs Dupuis.....	1297
Melançon vs Dupuis.....	1297

PROCLAMATIONS :—

Circuit Court at Saint-Jérôme-de-Matane, abolished.....	1287
Court of King's Bench, district of Beauce.	1254
Registration division of Three Rivers...	1281
Municipality of Saint-Roch West.....	1279
Municipality of the village of Sainte-Croix.....	1255
Municipality of the West part of township of Lamothe.....	1282
Municipality of the village of Saint-Raphael.....	1283
Municipality of the village of Saint-Ulric.	1285

SOUMISSIONS :—

Commission scolaire de la cité de Hull..	1268
Ville de Lauzon.....	1269
Ville de Montréal-Est.....	1268

VENTES DE FAILLITE :—

Eastern Handle & Dowel Co., Lt'd....	1269
Gazelle & Fortin.....	1270

VENTES PAR ENCAN :—

Consignations non réclamées.....	1270
Joseph Fontaine.....	1271

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEAUCE :—

Eastern Townships Provisions Co. vs Drouin.....	1271
--	------

MONTCALM :—

Clément vs société coopérative agricole de la Conception.....	1272
--	------

MONTREAL :—

Caron <i>et al</i> vs Donohue.....	1272
Cohen <i>et al</i> vs Blumenthal <i>et al</i>	1273
Jacobs <i>et al</i> vs Tafler <i>et al</i>	1275
La Banque d'Hochelaga vs Giroux.....	1274
La Banque Molson vs Leet.....	1273
La Compagnie des terrains suburbains de Montréal vs La Compagnie de place- ments de la cité, ltée.....	1276
La Corporation épiscopale catholique Romaine du diocèse de Saint-Hyacin- the vs Walsh.....	1275
La Corporation du village du canton de Chambly vs Delle de Grand'Maison..	1274
Theolis vs Theolis.....	1273

QUÉBEC :—

La cité de Québec vs Delles Morin <i>et al</i> ..	1277
---	------

TROIS-RIVIÈRES :—

La Banque Nationale vs Savard <i>et al</i>	1279
Picotte vs Dme Baril.....	1278

TENDERS :—

School Commission of the city of Hull..	1268
Town of Lauzon.....	1269
Town of Montreal-East.....	1268

BANKRUPTCY SALES :—

Eastern Handle & Dowel Co., Lt'd....	1269
Gazelle & Fortin.....	1270

AUCTION SALES :—

Unclaimed shipments.....	1270
Joseph Fontaine.....	1271

SHERIFF'S SALES :—

BEAUCE :—

Eastern Townships Provisions Co. vs Drouin.....	1271
--	------

MONTCALM :—

Clément vs société coopérative agricole de la Conception.....	1272
--	------

MONTREAL :—

Caron <i>et al</i> vs Donohue.....	1272
Cohen <i>et al</i> vs Blumenthal <i>et al</i>	1273
Jacobs <i>et al</i> vs Tafler <i>et al</i>	1275
The Hochelaga Bank vs Giroux.....	1274
The Molsons Bank vs Leet.....	1273
La Compagnie des terrains suburbains de Montréal vs La Compagnie de place- ments de la cité, ltée.....	1276
The Roman Catholic Episcopal Corpora- tion of the diocese of Saint-Hyacinthe vs Walsh.....	1275
The Corporation of the village of the township of Chambly vs Miss de Grand'Maison.....	1274
Theolis vs Theolis.....	1273

QUÉBEC :—

The city of Quebec vs Misses Morin <i>et al</i> ..	1277
--	------

THREE RIVERS :—

La Banque Nationale vs Savard <i>et al</i>	1279
Picotte vs Dme Baril.....	1278